

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN PHILOSOPHIE

PAR
PRINCE KOSSA

ANALYSE DE LA THÈSE DE RAWLS SUR LE PRINCIPE DE
JUSTICE DISTRIBUTIVE DANS SA THÉORIE DE LA JUSTICE
INTERNATIONALE

SEPTEMBRE 2011

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

Sommaire

Présentation.....3

Chapitre 1 : les grandes lignes de la théorie de justice internationale de Rawls.... 7

- a- Pourquoi les peuples et non les états?.....9
- b- Pourquoi une position originelle qui ne prend pas les six milliards d'individus de toute la planète en compte?.....12
- c- La théorie idéale.....13
- d- La structure de base.....16
- e- La théorie non- idéale.....17

Chapitre 2 : La thèse de Rawls....21

- 1- Présentation de la thèse.....21
- 2- Les caractéristiques du devoir d'aide.....22
- 3- Sur la justice distributive.....24
- 4- Les arguments de Rawls.....26

Chapitre 3 : Analyse critique de l'argument sur la nature d'un principe de justice distributive à l'échelle internationale.....28

- A- Présentation de l'argument.....28**
- B- Les critiques.....32**
 - 1- La critique de Beitz.....32
 - a- Réponse de Rawls.....36
 - b- Réaction de Beitz.....39
 - 2- Critique de Pogge.....42
 - a- Réaction de Rawls.....46
 - 3- Hillel Steiner et le *Global fund*.....51
 - 4- Brian Barry et le transfert direct de fonds.....55

5- Conclusion pour les critiques.....	58
C- Les défenses.....	60
1- La défense de Joseph Heath.....	60
2- La défense de Stéphane Chauvier.....	67
3- La défense de Michael Blake.....	73
4- Conclusion pour la défense.....	75
5- Conclusion pour le premier argument.....	77
<i>Chapitre 4 : Analyse critique de l'argument sur la non-existence d'une structure de base globale.....</i>	<i>78</i>
A- Présentation de l'argument.....	78
B- Les critiques.....	80
1- Un seul monde selon Peter Singer.....	80
2- Critique de Buchanan.....	89
3- Conclusion de l'analyse du deuxième argument.....	94
<i>Chapitre 5 : Analyse critique de l'argument sur la responsabilité des peuples à l'égard de leur développement.....</i>	<i>96</i>
A- Présentation de l'argument.....	96
B- Les critiques.....	99
1- Pogge et les causes historiques des inégalités.....	99
2- Thomas Nagel : le système international comme source des inégalités dans le monde	102
3- Conclusion de l'analyse du troisième argument	106
<i>Conclusion générale.....</i>	<i>108</i>
<i>Bibliographie.....</i>	<i>112</i>

Présentation

En 1648, à la fin de la guerre de trente ans, les principaux belligérants s'étaient regroupés pour signer un traité de paix. Ce traité, connu dans l'histoire sous le nom de traité de Westphalie confortait la souveraineté des États sur leur territoire, donnait à chaque État le droit de se défendre et condamnait toute agression armée d'un État par un autre. Mais sans en être entièrement conscients, les belligérants avaient mis en place une ébauche du droit international qui allait régler les rapports entre États pendant près de quatre siècles.

Aujourd'hui, les données nationales et mondiales changent. Les États-nations réalisent de plus en plus leurs dépendances mutuelles. Les peuples se meuvent dans toutes les directions et s'installent dans des territoires autrefois «étrangers». Le problème majeur de la pauvreté et des inégalités socioéconomiques dans le monde apparaît. Et le traité de Westphalie montre ses limites face aux nouveaux défis. Les questions sur le nouveau statut des nations et sur leurs rapports mutuels refont surface. Comment justifier, et surtout régler la question des inégalités entre les peuples? Comment rendre les relations internationales plus justes? Comment établir une structure acceptée par tous pour garantir une paix mondiale? C'est dans ce contexte que John Rawls présente sa théorie de la justice internationale. Il propose un certain nombre de principes qui devraient régir les relations entre les États, et soulève du même coup plusieurs questionnements qui mènent à de virulentes discussions. Mais dans sa théorie de la justice internationale, Rawls n'a pas trouvé nécessaire d'inclure les mécanismes de redistribution des richesses parmi les

peuples. Il défend la thèse selon laquelle le principe de différence qui impose certaines exigences égalitaristes dans les sociétés libérales n'est pas valable dans une théorie de justice à l'échelle internationale. Le devoir d'assister les sociétés défavorisées suffit pour la mise en place des conditions idéales d'une justice internationale. Rawls propose donc une justice internationale inégalitaire.

Pour justifier cette thèse, il présente trois principaux arguments qui abordent en même temps les thèmes de la structure de base internationale, de la responsabilité de chaque peuple à l'égard de son propre développement et de la nature d'un principe de justice redistributive entre les peuples. Certains auteurs comme Joseph Heath et Stéphane Chauvier, que nous présenterons dans ce mémoire comme les tenants de cette version *inégalitaire* de la justice, soutiennent Rawls pour d'autres raisons que celles que celui-ci avance. Plusieurs autres auteurs s'opposent à cette version de la justice internationale. Beitz, Pogge, Brian Barry et beaucoup d'autres auteurs prônent une justice qui tient compte de la question de la redistribution des richesses dans le monde. Ces tenants de la version *égalitaire* de la justice soutiennent qu'il est impossible, dans le monde d'aujourd'hui, d'imaginer une justice entre les peuples sans tenir compte des inégalités économiques. Il n'y aurait aucune raison éthique, selon eux, qui empêcherait l'application du principe de redistribution des richesses au niveau international. Les raisons qui peuvent pousser à appliquer un tel principe dans une société interne sont valables pour l'application de ce même principe au niveau international

Notre intention dans ce mémoire est de faire une analyse critique de la thèse de Rawls selon laquelle le principe de justice distributive ne s'applique pas à l'échelle mondiale. Par analyse critique, nous entendons l'évaluation de son argumentation pour juger de sa

consistance. Nous allons essayer de montrer que les arguments que Rawls présente pour soutenir sa thèse ne sont pas tous consistants. Sa thèse se révèle très fragile.

Nous commencerons d'abord par présenter les arguments qu'il donne pour justifier sa position et ensuite, nous passerons à une analyse critique de chacun de ces arguments en nous basant sur la littérature disponible. Nous nous permettrons aussi de nous positionner nous-mêmes à l'intérieur de cette discussion critique.

Nous tenons aussi à signaler que ce travail sera présenté en cinq chapitres.

Dans le premier chapitre, nous tenterons de présenter les grandes lignes de la théorie de la justice internationale de Rawls, en la situant par rapport à sa théorie de la justice domestique.

Dans le second chapitre, nous présenterons la thèse de Rawls. Nous clarifierons également son idée de devoir d'assistance envers les peuples faibles et les trois principaux arguments qui justifient sa thèse.

À partir de ce chapitre, chaque chapitre qui suivra sera un examen critique des différents arguments présentés.

La méthode analytique appliquée dans cette recherche demande une grande capacité d'analyse et de clarification des concepts, et un sens critique aigu. Nous nous efforcerons de satisfaire à toutes ces exigences pour rendre les résultats de nos recherches justes et fiables.

La question de la justice distributive à l'échelle mondiale est encore brûlante de nos jours. Plusieurs travaux sont encore menés sur le sujet. Et les nombreux débats qui

s'alimentent autour de cette question révèlent son importance et son actualité. Nous avons trouvé qu'elle valait bien la peine d'être traitée à l'intérieur d'un mémoire.

Chapitre 1 : les grandes lignes de la théorie de la justice internationale de Rawls

Avec sa théorie de justice internationale, Rawls n'est pas à son premier coup de maître. Il avait, bien avant, proposé une théorie de justice sociale pour les sociétés libérales et démocratiques. Les tensions et les guerres dans une société ne naissent que lorsque le sens de la justice est absent. Par conséquent, la justice devrait être la vertu première de toute institution sociale. Rawls avait proposé deux principes fondamentaux à appliquer pour résorber les éventuelles injustices entre citoyens d'une même société: le principe de libertés égales et le principe de différence. Le premier principe stipule que :

- « *chaque personne a une même prétention indéfectible à un système pleinement adéquat de libertés de base égales, qui est compatible avec le même système de libertés pour tous (principe des libertés égales)* et le second annonce que :
- *les inégalités économiques et sociales doivent remplir deux conditions : elles doivent d'abord être attachées à des fonctions et à des positions ouvertes à tous dans des conditions d'égalité équitable des chances; ensuite, elles doivent procurer le plus grand bénéfice aux membres les plus défavorisés de la société (principe de différence)»¹.*

Considérant la société comme « *un système de coopération équitable entre personnes libres et égales* »², Rawls avait émis l'idée de la position originelle comme procédure impartiale qui permettrait la mise en place des principes régissant la vie en société.

¹ John, Rawls, *La justice comme équité*, Trad. Boréal, Montréal 2004, P. 69

² *Ibid*, P.34

La position originelle étant une assemblée hypothétique, objective et impartiale de délibération, constituée par les représentants de tous les citoyens de la société et dans laquelle toutes les voix sont prises en compte.

Rawls avait aussi demandé que dans la position originelle, les représentants ignorent tout d'eux-mêmes et de leurs communautés respectives. Qu'ils soient couverts d'un voile d'ignorance, afin que le pluralisme culturel des sociétés démocratiques ne soit pas un obstacle aux efforts entrepris pour choisir raisonnablement des principes justes pour tous.

« Dans la position originelle, dit Rawls, les partenaires ne sont pas autorisés à connaître les positions sociales ou les doctrines englobantes particulières des personnes qu'ils représentent. Ils ne connaissent pas non plus la race, le groupe ethnique, le sexe, ou les dons innés variés comme la force ou l'intelligence »³. Ils ne devaient également pas tenir compte d'autres critères tels que: leur place dans la société, leur part dans la répartition des atouts naturels, les particularités de leur projet personnel de vie, les traits particuliers de leur propre psychologie, leurs inquiétudes, leurs souhaits, etc. Le minimum de données qu'ils devaient posséder allait leur permettre d'avoir la capacité nécessaire de faire des choix raisonnables. Ils devaient ainsi avoir une connaissance générale de la société et de son organisation, une bonne compréhension des affaires politiques et des principes économiques et enfin, ils devaient posséder les deux facultés morales essentielles : le sens de la justice et la capacité d'une conception du bien.

Rawls va développer une théorie de la justice internationale en reprenant les idées de la position originelle et du voile de l'ignorance de sa théorie de justice sociale interne, pour

³ *Ibid*, P.35

les transposer à l'échelle globale, mutatis mutandis. Ainsi, pour une justice globale; l'assemblée hypothétique est constituée par les représentants des peuples et non des citoyens d'une même société. Rawls exécute ici un premier revirement. S'il fallait considérer la théorie de la justice internationale de Rawls à l'égard de sa théorie de la justice interne, l'idée immédiate serait d'avoir, pour une justice globale, une position originelle qui représenterait tous les citoyens de la terre, ou plus simplement, tous les États-nations déjà existants. Mais Rawls parle de *représentants des peuples*.

Pourquoi les peuples et non les États? Et pourquoi une position originelle qui ne tient pas compte des six milliards d'individus de toute la planète?

a- Pourquoi les peuples et non les États?

Pour Rawls, l'image de ce qu'est un État aujourd'hui est particulièrement négative. Le mot État est, selon lui, trop chargé pour être intégré dans une nouvelle théorie de la justice internationale. Dans la plupart des théories internationales, les États sont des acteurs dans les guerres ou dans la recherche de la paix. Ils sont considérés comme obnubilés par le pouvoir et le désir d'influencer les autres États, toujours guidés par leurs intérêts fondamentaux et prêts à s'engager dans des guerres pour le pouvoir, le prestige et la richesse. Les États semblent être, dans leur nature même, portés vers le conflit.

Traditionnellement, les États ont deux caractéristiques principales :

- une rationalité qui exclut le raisonnable, et

- une souveraineté à double pouvoir : celui d'entrer en guerre contre un autre État pour réaliser sa politique, et celui de décider librement des rapports avec son propre peuple.

Ce qui leur donne un pouvoir excessif et facilement corruptible.

Les peuples ne disposent pas de cette souveraineté traditionnelle. Leurs gouvernements ne sont pas les auteurs de leur pouvoir. Ils n'ont pas de pouvoir assez grand pour décider librement d'une guerre, et ils ne disposent pas d'une large autonomie pour traiter en toute impunité leurs citoyens de quelque manière que ce soit. Les peuples n'ont pas de raison d'État et aspirent à vivre en paix et en sécurité.

Rawls les définit selon trois caractéristiques principales. Les peuples possèdent :

- Un gouvernement juste qui défend leurs intérêts fondamentaux, qui est sous le contrôle effectif du peuple et qui n'est pas guidé par les intérêts d'un pouvoir économique fortement concentré et dissimulé à la connaissance publique.
- Des citoyens unis par une sympathie commune et un désir de vivre ensemble, et
- un caractère moral.

Rawls utilise donc le terme « Peuple » pour ses traits singuliers qui le distinguent d'un État tel qu'il est traditionnellement conçu.

« La mesure de la différence entre les États et les peuples réside dans la manière dont sont définis la rationalité, la préoccupation pour le pouvoir et les intérêts fondamentaux

d'un État. Si la rationalité exclut le raisonnable (c'est-à-dire si un État est poussé par ses intérêts et ignore le critère de réciprocité dans ses relations avec les autres sociétés), si la préoccupation de l'État pour le pouvoir est prédominante et si ses intérêts comprennent des éléments tels que la conversion des autres sociétés à la religion de l'État, l'agrandissement de son empire et la conquête de territoire, l'accroissement de la gloire et du prestige dynastique, impérial ou national, et le développement de sa puissance économique relative, alors la différence entre États et peuples est considérable»⁴.

À l'opposé des États-nations qui entrent en guerre pour la gloire ou le prestige, les peuples ne cherchent qu'à protéger leur territoire, à garantir la sécurité et la sûreté de leurs citoyens, à préserver leur amour propre, leur culture et leurs institutions politiques. Leur caractère moral s'exprime à travers les lois et les politiques de leurs gouvernements. Au niveau international, ils limitent leurs intérêts fondamentaux selon les exigences du raisonnable et proposent à d'autres peuples des conditions raisonnables de coopération et de respect mutuel.

Rawls propose donc un monde constitué, non pas d'État-nations qui essaient de cohabiter, mais de peuples possédant les trois principales caractéristiques qui leur donnent des dispositions pacifiques.

⁴ *Ibid*, P.43

- b- Pourquoi une position originelle qui ne prend pas en compte la totalité des six milliards d'individus de la planète?

Cette position est largement discutée et défendue par plusieurs auteurs. Mais pour Rawls, une position originelle qui prendrait les six milliards d'individus de la planète en compte rechercherait l'égalité entre les citoyens du monde et non la mise en place d'une justice entre les peuples. Rawls exécute ici son deuxième revirement. Rawls, le défenseur des libertés et de l'égalité entre les citoyens au niveau interne, affirme que son intention n'est pas de régler la question de l'égalité entre les citoyens au niveau international. Il dit chercher les principes qui rendraient juste et paisible la cohabitation entre les peuples.

De plus, ajoute-t-il, une position originelle à l'échelle de la planète impliquerait l'imposition de la démocratie libérale partout dans le monde. Vouloir imposer le libéralisme politique dans toutes les sociétés, c'est mener le monde vers de graves tensions. Il existe bien des sociétés qui ne sont ni démocratiques, ni libérales, et qui servent décevantement la volonté de leurs peuples. Le libéralisme politique n'est pas une condition *sine qua non* à une justice globale. Rawls demande alors d'accepter la différence et de tolérer d'autres formes de sociétés qui offriraient des droits fondamentaux à leurs citoyens.

D'une manière générale, la théorie de Rawls envisage un monde politico-social composé de cinq types de sociétés : les peuples libéraux, les peuples décents, les sociétés hors-la-loi, les sociétés entravées par des conditions défavorables et enfin, les absolutismes bienveillants. Sa théorie va se présenter en deux versions : la théorie idéale et la théorie non idéale. La différence entre les deux versions réside dans le fait que dans la version

idéale, Rawls considère un monde composé uniquement de peuples bien ordonnés qui n'ont aucun problème d'organisation sociale, qui désirent la paix et l'harmonie au niveau international et qui s'entendent sur certains principes régissant les rapports internationaux.

Dans la version non idéale, Rawls prend les peuples non ordonnés en compte : les peuples entravés et les peuples hors-la-loi. Il présente les mécanismes à appliquer pour aider ces peuples à être mieux ordonnés dans le but de rejoindre la société des peuples. Il met en place des stratégies de transition vers une justice globale à partir des injustices existantes.

c- la théorie idéale

Dans la théorie idéale, Rawls prend comme partenaires dans la position originelle les peuples libéraux et les peuples décents. Ces peuples doivent choisir les principes du droit des peuples et les conditions d'adhésion à la société des peuples; ils réfléchissent sur la mise en place de la structure de base d'une société des peuples. C'est eux qui établissent la société des peuples.

Les peuples libéraux

Les peuples dits « libéraux » sont ceux qui vivent dans des sociétés démocratiques libérales où peut s'appliquer les deux principes de justice qu'avait proposé Rawls dans sa théorie de justice pour des sociétés internes, à savoir : le principe des libertés égales et le principe de différence. Les droits de l'homme y sont respectés, toutes les libertés fondamentales y sont garanties (liberté de conscience, liberté de parole, liberté de choisir

son style de vie, etc.) et les peuples choisissent leurs représentants et leurs politiques socioéconomiques.

Les peuples décents

Les peuples dits «décents » n'ont pas encore atteint un degré aussi raisonnable que celui des peuples libéraux. L'égalité entre les citoyens n'est peut-être pas respectée et les droits libéraux (droit de vote, liberté de la presse...) ne sont peut-être pas encore considérés. Toutefois, ils respectent les droits de l'homme *urgents* comme la liberté vis-à-vis de l'esclavage, la sécurité des groupes ethniques par rapport aux massacres et génocides, ainsi que la liberté de conscience. Les citoyens sont consultés et jouent un rôle capital dans les prises de décision. Ils ont une conception de la justice qui vise le bien commun. Les minorités sont protégées et les objections des membres sont prises en considération. Ils ont une nature morale définie et font régner la justice telle qu'ils la conçoivent. Les peuples libéraux et les peuples décents forment à eux seuls une classe spéciale que Rawls appelle « peuples bien ordonnés».

Ces deux peuples forment la structure de base de la société des peuples et choisissent les principes du droit des peuples. Selon Rawls, dans la position originelle, les peuples libéraux et les peuples décents s'accorderaient essentiellement sur huit principes. Il présente ces huit principes qu'il affirme avoir trouvés en considérant « *les principes de justice familiers et traditionnels entre peuples libres et démocratiques* »⁵ :

- 1- Les peuples sont libres et indépendants, et leur liberté et indépendance doivent être respectées par les autres peuples.

⁵ *Ibid*, P.52

- 2- Les peuples doivent respecter les traités et les engagements.
- 3- Les peuples sont égaux et sont les partenaires des accords qui les lient.
- 4- Les peuples doivent observer un devoir de non-intervention.
- 5- Les peuples ont un droit d'autodéfense, mais pas le droit d'engager une guerre pour d'autres raisons que l'autodéfense.
- 6- Les peuples doivent respecter les droits de l'homme.
- 7- Les peuples doivent observer certaines restrictions particulières dans la conduite de la guerre.
- 8- Les peuples ont un devoir d'aider les autres peuples vivant dans des conditions défavorables qui les empêchent d'avoir un régime politique et social juste ou décent.

Les peuples libéraux et décents ayant des intentions bien établies et bienveillantes s'accorderaient sur ces huit principes. Et tous les autres peuples désirant intégrer la société des peuples devraient s'engager à respecter chacun de ces huit principes

Même si Rawls trouve cette série de principes « *supérieurs à toute autre combinaison* »⁶, aucun principe de redistribution de richesse ne figure parmi les huit principes du droit des peuples qu'il propose. Il ne prévoit aucun mécanisme de redistribution des richesses à l'échelle internationale et pense résoudre la question des inégalités dans le monde par le simple devoir d'aide.

⁶ Ibid, P.56

d- La structure de base de la société des peuples

La société des peuples est formée par les peuples bien ordonnés, c'est-à-dire les peuples libéraux et les peuples décents. Les peuples libéraux doivent alors tolérer les peuples décents. Ils doivent coopérer avec eux sans tenter de s'ingérer dans leurs affaires internes. Mais « *tolérer n'équivaut pas seulement à s'empêcher d'exercer des sanctions politiques, militaires, économiques ou diplomatiques pour pousser un peuple à modifier sa conduite. Tolérer signifie également reconnaître que ces sociétés non libérales sont des membres en règle de la société des peuples, égaux aux autres et titulaires de certains droits et obligations* »⁷. Les peuples libéraux doivent accepter toute société non libérale qui remplit certaines conditions de rectitude morale et de justice politique définie sans essayer, d'une façon ou d'une autre, de les juger par rapport au degré d'égalité et de liberté de leurs citoyens.

Tolérer veut dire ne pas contraindre les peuples décents à suivre la voie des sociétés libérales, ou les pousser vers plus de réformes pour être plus libéraux. Ceci pour éviter tout ressentiment et amertume.

Pour Rawls, vouloir absolument libéraliser toutes les sociétés c'est manifester un mépris pour tout système politique différent d'une démocratie libérale et basculer vers une sorte d'impérialisme. Les peuples libéraux doivent plutôt encourager et accorder aux peuples décents le respect qui leur revient en tant que membres de la société des peuples. La

⁷ John, Rawls. *Paix et démocratie: Le droit des peuples et la raison publique*. Boréal. Montréal 2006, P.76

préservation du respect mutuel dans la société des peuples constitue une condition essentielle à la survie de la structure de base et au maintien d'un bon climat politique.

La tolérance dont il est question ici se résume donc en quatre points :

- Éviter d'exercer des sanctions politiques.
- Reconnaître que les peuples non libéraux sont aussi membres de la société des peuples
- Coopérer avec tous les membres en règle de la société des peuples et les aider si nécessaire.
- Ne pas interférer dans les affaires internes des autres peuples membres de la société des peuples.

La tolérance exige des peuples libéraux qu'ils acceptent les peuples décents avec leurs différentes spécificités.

e- La théorie non-idéale

Jusqu'à présent, Rawls a concentré son attention sur la présentation d'une théorie idéale de justice. Une théorie qui ne s'applique qu'aux peuples stables, raisonnables et bien ordonnés. Ces peuples souhaitent vivre dans un monde où tous accepteraient et suivraient les principes du droit des peuples. Mais le monde, tel qu'il est aujourd'hui connaît de terribles injustices et fléaux sociaux, et demeure dans des conditions foncièrement non idéales. Il a donc fallu proposer une autre version de la théorie qui tiendrait compte de la réalité non idéale du monde. Il a fallu réfléchir sur les moyens à adopter pour amener le monde à développer une atmosphère convenable afin qu'une

société des peuples juste et paisible émerge. C'est le but de la théorie non idéale de la justice internationale de Rawls. *«La théorie non idéale se demande comment cet objectif de long terme peut être atteint, ou approché, généralement de façon progressive. Elle recherche des politiques et des orientations susceptibles d'être efficaces et possibles politiquement, aussi bien que moralement acceptables, pour atteindre ce but.»*⁸

La théorie non-idéale traite des questions de transition et cherche à déterminer comment passer d'un monde qui contient des États hors-la-loi et des États vivant dans des conditions défavorisées, à un monde dans lequel toutes les sociétés acceptent et suivent le Droit des peuples. Elle étudie deux cas : celui des conditions de non-obéissance de certains régimes qui refusent de se conformer au raisonnable droit des peuples, principalement les États hors-la-loi, et celui des conditions défavorables dans lesquelles certaines sociétés se sont embourbées pour des raisons historiques, sociales ou économiques, et qui rendent difficile, sinon impossible, la réalisation d'une société bien ordonnée.

La théorie non-idéale de Rawls traite des attitudes que doivent adopter des peuples bien ordonnés face aux peuples entravés ou hors-la-loi.

Les États hors-la-loi

Les États hors-la-loi sont des États qui ne respectent pas les principes du droit des peuples. Leur attitude ne contribue pas à une meilleure cohabitation entre les peuples. Ils peuvent être dictatoriaux, belliqueux, provocateurs, berçant des ambitions de conquêtes,

⁸ *Ibid*, P.112

persécutant leurs propres peuples et ne manifestant aucune intention de coopérer avec le reste de la communauté des peuples.

Les peuples bien ordonnés ont le devoir d'exercer toutes sortes de pressions sur ces genres d'États afin que ceux-ci acceptent de respecter les droits des peuples pour devenir membres de la société des peuples. Les pressions diplomatiques et économiques peuvent suffire à faire fléchir ces États.

Les États hors-la-loi n'hésitent pas à réprimer leurs propres peuples dans le but d'assurer la stabilité du régime. Ils trouvent raisonnable le fait d'entrer en guerre contre d'autres peuples simplement parce que la guerre est favorable à leurs intérêts.

Si ces États s'embarquent dans des guerres expansionnistes pour le pouvoir et les richesses, les peuples bien ordonnés peuvent entrer en guerre contre eux. Toutefois, peu importe les situations, l'objectif premier des peuples bien ordonnés doit être celui d'amener ces États hors-la-loi à participer à la société des peuples bien ordonnés.

Les sociétés entravées

Les sociétés dites « entravées » sont des sociétés privées du savoir-faire humain, des traditions culturelles et politiques et des ressources nécessaires pour être bien ordonnées. Ce sont des sociétés dans lesquelles les institutions étatiques sont presque inexistantes, et où règnent la pauvreté et le chaos.

L'attitude des peuples bien ordonnés doit être différente face aux sociétés entravées. Les sociétés entravées ne sont ni agressives, ni expansionnistes. Elles sont tout simplement *«privées des traditions culturelles et politiques, du capital et du savoir-faire humains, et*

*souvent des ressources matérielles et technologiques nécessaires pour être bien ordonnées.»*⁹ L'objectif à long terme des peuples bien ordonnés reste le même : amener les sociétés entravées à participer à la société des peuples en les aidant à réaliser une société bien ordonnée. Les peuples bien ordonnés ont donc le devoir d'aider les sociétés entravées. Mais Rawls précise que cela n'implique pas l'application d'un principe de redistribution de richesse. « *Il ne s'ensuit pas néanmoins que le seul moyen, ou le meilleur, de mettre en œuvre ce devoir d'aide est de suivre un principe de justice distributive qui régirait les inégalités économiques et sociales entre les sociétés* »¹⁰. Les éléments qui manquent dans les sociétés pauvres sont liés à sa culture politique, à la générosité et à l'ingéniosité de ses membres ainsi qu'à leur capacité d'innovation. « *Il nous faut comprendre qu'une simple redistribution de fonds ne suffira pas à rectifier les injustices politiques et sociales (même si l'argent est toujours essentiel)* »¹¹

Dans l'ensemble de sa théorie, Rawls va rappeler sans cesse que l'application d'un principe de justice redistributive à l'échelle internationale n'est pas nécessaire dans une théorie de la justice internationale.

⁹ *Ibid*, P130

¹⁰ *Idem*

¹¹ *Ibid*, P.133

Chapitre 2 : La thèse de Rawls

a- Présentation de la thèse de Rawls

Pour Rawls, les peuples bien ordonnés doivent aider les sociétés entravées à devenir ordonnées et membres de la société des peuples. Ils ont donc un devoir d'aide envers elles. Mais, précise Rawls : « *il ne s'ensuit pas néanmoins que le seul moyen, ou le meilleur, de mettre en œuvre ce devoir d'aide soit de suivre un principe de justice distributive qui régirait les inégalités économiques et sociales entre les sociétés.* »¹² Pour soutenir ce propos, Rawls développe une argumentation qui tourne autour de trois questions importantes: la question de la nature d'un principe de justice distributive, la question de l'existence ou non d'une structure de base internationale, et la question de la responsabilité des peuples par rapport à leur propre développement.

Pour régler la question des inégalités entre les peuples, John Rawls estime que le devoir d'aide des peuples ordonnés envers les peuples entravés suffit. Il n'y a donc pas application d'un principe de justice distributive à l'échelle internationale.

¹² Ibid, P.130

b- Les caractéristiques du devoir d'aide

Rawls explique le devoir d'aide en le comparant au principe de l'épargne juste présenté dans sa théorie de la justice pour une société interne. Dans cette théorie, Rawls présente l'épargne en trois points essentiels :

- elle a pour but d'établir des institutions de base justes pour une société démocratique libre et de préserver un monde social juste et digne pour tous;
- elle s'arrête lorsque les institutions de base justes sont établies, car le niveau de l'épargne doit permettre l'établissement d'une institution juste;
- une importante richesse n'est pas indispensable pour atteindre les buts fixés. Le niveau de richesse nécessaire dépend des caractéristiques particulières des institutions.

Le devoir d'aide des peuples bien ordonnés suit trois orientations similaires :

- l'objectif d'une aide n'est pas d'augmenter ou de maximiser à l'infini le niveau de richesse d'une société, mais de permettre la viabilité d'une structure ordonnée;
- l'aide s'arrête une fois le but atteint. Et le but est d'aider les sociétés entravées à gérer rationnellement et raisonnablement leurs propres affaires pour devenir membre de la société des peuples bien ordonnés;
- la culture politique d'une société entravée est cruciale, car « *les causes de la richesse d'un peuple ainsi que celles des formes qu'elle prend résident, entre autres,*

dans sa culture politique et dans les traditions religieuses, philosophiques et morales qui confortent la structure de base de ses institutions politiques et sociales»¹³.

Comme pour le principe de l'épargne juste, dans chaque situation, l'objectif principal de l'aide est la réalisation et la préservation des institutions justes. L'aide s'arrête une fois l'objectif atteint.

Rawls rejette toute forme de principe de redistribution qui n'a pas d'objectif et qui tend à s'imposer à tous les peuples *ad vitam aeternam*. Il insiste sur le fait que la manière efficace d'aider les sociétés entravées est de trouver une recette idéale que ces peuples pourraient suivre pour arriver à changer leur culture sociale et politique. La culture et les vertus politiques, la probité et l'ingéniosité des membres ainsi que leur capacité à innover sont les éléments déterminants pour la richesse et la bonne organisation d'une société. C'est ce qui permet aux pays faiblement dotés en ressources d'obtenir de bons résultats économiques et aux pays richement dotés de vivre dans de grandes difficultés.

Il n'existe toutefois pas de recette miracle. Il faut innover et s'adapter aux réalités particulières de chaque société dans le besoin. Certains conseils peuvent être d'une grande utilité. Insister sur le respect des droits de l'homme, par exemple, peut être très efficace. Cela peut développer une grande sensibilité chez les dirigeants pour le bien-être de leurs peuples respectifs et contribuer à réformer les régimes inefficaces.

Une bonne gestion démographique est aussi nécessaire puisque le facteur démographique est déterminant pour la richesse d'une société. La question du statut de la femme peut aussi être soulevée. Une société où la femme est éduquée et participe, à

¹³ *Ibid*, P. 132-133

l'égalité de l'homme, à toutes les activités, a plus de ressources humaines et plus d'éléments travaillant à son développement que celle qui écarte les femmes de certaines activités. Nous pouvons alors voir qu'une simple distribution de fonds ne peut suffire pour rectifier les injustices sociales et politiques et transformer une société entravée en une société ordonnée. Un grand travail de transformation interne de la société est nécessaire.

Le devoir d'aide consiste à accompagner les sociétés entravées dans des changements culturels nécessaires à l'émergence d'une société plus juste. Son objectif ultime est de permettre aux sociétés entravées de gérer rationnellement et raisonnablement leurs propres affaires afin de devenir membre de la société des peuples bien ordonnés. Une fois cet objectif atteint, l'aide n'est plus requise, même si la société, devenue bien ordonnée ou décente, demeure encore moins riche que les autres.

c- Sur la justice distributive

Rawls trouve insensée l'application du principe de justice distributive à l'échelle internationale. Pour lui, lorsque le devoir d'aide est rempli et que tous les peuples disposent d'un gouvernement libéral ou décent efficient, les ingérences et les aides doivent arrêter, sauf dans des situations d'urgence. Il n'y a pas de raisons de réduire les inégalités entre les peuples. Une fois la société des peuples établie, les injustices disparaissent. La base de la société des peuples est juste. Les inégalités qui peuvent y exister ne dériveront pas d'une injustice de la structure sociale, mais des choix politiques des peuples. Chaque peuple étant libre de ses choix politiques.

Aucun peuple prétendra ne pas avoir assez de ressources naturelles pour accroître son revenu. « *Le caractère arbitraire de la distribution de celles-ci ne crée aucune difficulté.* »¹⁴ Il apparaît insensé, dans des conditions idéales d'une société des peuples bien établie, qu'un peuple donné soit obligé de partager le fruit de ses efforts avec d'autres peuples à travers l'application d'un principe de justice distributive.

L'objectif de la théorie de justice internationale est de trouver les moyens de faire naître un monde dans lequel les peuples vivent en paix. Elle n'a pas pour but d'élever le niveau de vie des uns pour maintenir une certaine égalité dans les niveaux de vie de tous les peuples de la terre. Pour Rawls, la redistribution des richesses n'est pas nécessaire pour une justice globale. Seul le respect des principes formulés dans la position originelle l'est, parce qu'il garantit la paix et la justice entre les peuples.

Mais comment entrevoir une telle justice alors qu'actuellement les richesses du monde sont inégalement réparties? L'écart entre les pays riches et les pays pauvres s'agrandit de plus en plus, les riches deviennent de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres. Quelle est la cohérence d'une justice internationale sans redistribution des richesses?

¹⁴ *Ibid*, P.148

d- Les arguments de Rawls

Pour soutenir sa thèse, Rawls présente une série d'arguments qui peuvent se ranger sous trois différents thèmes. Le premier argument porte sur la nature d'un principe de justice distributive et sur la manière de l'appliquer à l'échelle mondiale. Le deuxième argument porte sur la non-existence d'une structure de base globale sur laquelle ériger une société mondiale. Et le troisième argument porte sur la responsabilité des peuples dans le développement de leur société.

Pour ce qui est de l'argument sur la nature d'un principe de justice distributive, Rawls affirme qu'il est inadéquat d'appliquer un tel principe à l'échelle globale parce que « *La plupart de ces principes n'ont pas de but, d'objectif ou de seuil au-delà duquel l'aide pourrait cesser* »¹⁵. Le fait qu'il n'ait pas d'objectif précis ni de seuil maximal rend ce genre de principe inapproprié. La manière de l'appliquer à tous les peuples est aussi à questionner.

L'argument portant sur la structure de base est capital dans la pensée de Rawls. Toute sa théorie repose sur une présupposition claire de l'inexistence d'une structure de base mondiale sur laquelle fonder une théorie de la justice internationale. Dans le monde de Rawls, les peuples sont tous autonomes, autosuffisants et ne s'ingèrent pas dans les affaires des autres peuples. Un principe de justice distributive à l'échelle internationale n'est pas applicable dans une telle situation. Il n'existe aucune structure de base qui puisse le permettre.

¹⁵ Ibid, P.130

L'argument portant sur la responsabilité des peuples aborde l'explication des causes de la pauvreté des États. Selon Rawls, la pauvreté de certains peuples est causée par un manque de culture politique et sociale convenable. Par conséquent, elle ne peut ni justifier, ni appeler l'application d'un principe de justice distributive à l'échelle internationale. Une aide structurée et limitée peut suffire à sortir les peuples pauvres de leur situation.

Nous retenons grosso modo que Rawls rejette l'application d'un principe de justice distributive à l'échelle internationale parce que ce genre de principe n'a ni seuil maximal, ni objectif précis, qu'il n'existe aucune structure internationale minimale sur laquelle le fonder, et enfin parce qu'il n'existe pas de raison réelle qui puisse conduire à l'intégration d'un tel principe dans une théorie de la justice internationale.

Procédons donc à l'analyse critique de chaque argument de Rawls pour voir leur consistance, et la force de sa thèse.

Nous tenons à préciser que, dans ce travail, l'analyse du premier argument a reçu une attention beaucoup plus soutenue que les deux derniers. Toutefois, la relative inégalité de traitement de ces arguments n'enlève pas leur égale pertinence dans le débat.

Chapitre 3 : Analyse critique de l'argument portant sur la nature et sur l'application d'un principe de justice distributive à l'échelle internationale

A- Présentation de l'argument

Pour Rawls, un principe de justice distributive n'a ni seuil maximal, ni objectif précis. Ce qui rend son application non seulement problématique, mais inappropriée.

Il est important, pour mieux saisir cette position, de revoir la façon Rawlsienne de considérer les inégalités entre les peuples.

D'une manière générale, il existe deux sortes de positions sur la question de l'égalité entre les peuples ou les individus. La première, défendue par les égalitaristes, prône que l'égalité est juste et constitue un bien en soi et que toute inégalité est injuste. La seconde, défendue par Rawls, soutient que toute inégalité n'est pas injuste. Elle l'est lorsqu'elle découle d'une structure de base injuste. Rawls insiste ici sur l'importance cruciale de la structure de base pour combattre l'injustice.

Cependant, il n'est pas insensible aux inégalités nées des injustices. Il considère même qu'un trop grand écart de richesse peut nuire au bon fonctionnement de la société des peuples. Dans la théorie de justice interne, il avait avancé plusieurs raisons incitant à

combattre les grandes inégalités entre les citoyens, mais les raisons avancées afin de réduire les écarts de richesses dans une société interne ne concernent pas la société des peuples. La justesse de sa structure rend le problème d'inégalité inexistant au niveau international.

La première raison évoquée pour réduire les écarts de richesse entre riches et pauvres dans une société interne est celle de soulager les difficultés et les souffrances des plus démunis. Mais aussi, « *l'écart ne peut pas être plus étendu que ce qu'autorise le critère de réciprocité, de manière à ce que les moins favorisés disposent de moyens polyvalents suffisants pour faire un usage éclairé et effectif de leurs libertés, et mener des existences raisonnables et dignes d'être vécues*¹⁶ ». Une inégalité est dangereuse et injuste lorsqu'elle empêche une partie de la population de faire un usage éclairé et effectif de ses libertés. Elle doit donc être combattue. Mais il n'est pas nécessaire de combattre cette inégalité lorsque celle-ci n'empêche pas les moins nantis de faire un usage éclairé de leurs libertés et de mener une existence digne et raisonnable.

Dans la société des peuples, lorsque le devoir d'aide est rempli et que les peuples disposent d'un gouvernement libéral ou décent, tous les peuples disposent des moyens polyvalents suffisants pour faire un usage éclairé et effectif de leurs libertés en dépit de leur différence de niveau de richesse. Les inégalités qui peuvent apparaître n'empêcheront pas un peuple de mener une existence digne et raisonnable, ni de faire un usage éclairé de ses libertés.

¹⁶ *Ibid*, P.139

Cette première raison ne peut justifier l'application d'une politique de réduction des inégalités dans la société des peuples.

La deuxième raison avancée est que, dans une société interne, les citoyens les plus pauvres risquent d'être stigmatisés, ou peuvent se sentir considérés comme inférieurs. La même chose peut se produire parmi les peuples. Les moins nantis pourront se sentir inférieurs. Toutefois, dans la société des peuples, chaque peuple dispose d'un gouvernement décent qui évalue lui-même le sens et l'importance de la richesse. Chaque peuple peut, en tout temps, augmenter son épargne et s'engager à fournir les efforts nécessaires pour être plus riche.

La troisième raison évoquée pour la réduction des écarts de richesse entre les citoyens est de garantir l'équité dans les processus politiques et sociaux. Dans les sociétés libérales, par exemple, les citoyens ont la garantie d'une éducation équitable pour tous et d'une politique qui élimine les discriminations injustes. Dans la société des peuples, cette équité entre les peuples est assurée par leur représentation égale dans la position originelle et par le voile d'ignorance. Tous les peuples, grands ou petits, riches ou pauvres, contribuent d'une façon égale à la formulation des orientations nécessaires à la construction des organisations de coopération de la structure de base. Cette troisième raison ne concerne pas non plus la société des peuples.

Pour Rawls, les inégalités dans la société des peuples ne sont pas un problème auquel il faut s'attaquer. Pourquoi alors parler de redistribution des richesses ?

L'application d'un principe de justice distributive n'est pas nécessaire, une fois la structure de base établie à partir de la position originelle et du voile d'ignorance, et une

fois le devoir d'aide accompli. Les sociétés entravées atteindront un niveau d'organisation qui leur permettra d'être membres de la société des peuples. Elles décideront elles-mêmes des politiques économiques à suivre. Les inégalités qui pourront exister plus tard entre les peuples témoigneront de l'énergie de chacun, car chaque peuple récoltera simplement les fruits de ses efforts et de sa créativité.

Rawls rappelle aussi que les principes de justice distributive n'ont ni but, ni limite précise. Or, on ne peut indéfiniment aider les peuples entravés sans objectifs ni limites. Une telle démarche serait à la fois nuisible et inefficace. Le seul principe égalitaire qui peut être pris en considération dans cette situation est celui ayant un objectif précis. Le devoir d'aide a un objectif bien défini. Il cherche non seulement à aider les peuples en difficulté, mais il a également, de par sa conception, un seuil maximal. *«Le principe cesse de s'appliquer dès que l'objectif est atteint»¹⁷.*

L'application d'un principe de justice redistributive n'est pas nécessaire à l'échelle internationale parce que, de par sa nature, ce principe est inapproprié et parce qu'à ce niveau, les inégalités ne constituent pas un problème à régler.

¹⁷ Ibid, P.144

B- Les critiques

La critique de Charles Beitz

Beitz affirme que la théorie de la justice internationale de Rawls n'accorde pas assez d'attention à deux préoccupations capitales dans les relations internationales : celle de savoir si les États ont un droit exclusif à leurs ressources naturelles, et la deuxième, celle de se demander si les États peuvent être des sujets dans le principe de justice distributive internationale, comme le sont les citoyens dans la justice domestique. Beitz répond par la négative à la première préoccupation en s'appuyant sur les présuppositions de Rawls dans les relations internationales. Il argumente ensuite pour une réponse positive à la seconde préoccupation, en faisant appel à la position originelle modifiée qui exclut la connaissance de la citoyenneté.

Afin de fixer la nature des ressources naturelles dans la justice internationale, Beitz établit un parallèle avec la manière dont Rawls considère le talent naturel dans une justice interne. Le talent naturel chez un individu et les ressources naturelles dans un État sont tous deux moralement arbitraires. Aucun État ou aucun individu, ne devrait se vanter d'avoir tel talent ou telle ressource. Ils sont disposés de manière inégale et hasardeuse par la nature. C'est donc la chance et le hasard qui font qu'un individu possède tel talent et non tel autre. C'est aussi la chance et le hasard qui font qu'un État se retrouve avec un sous-sol rempli d'or ou de pétrole.

Mais si le talent et les ressources naturelles sont tous deux arbitraires, ils se distinguent par le fait que le talent est intrinsèque à la personne qui le possède. Il est lié à sa

personnalité et par conséquent, est protégé par les libertés individuelles. Alors que les ressources naturelles ne le sont pas. Un individu a le droit de proclamer que ses talents lui appartiennent, même si la société tout entière peut en tirer bénéfice. Un État ne le peut pas. La démarche est différente pour les ressources naturelles. Les États doivent d'abord revendiquer leur intégrité territoriale pour ensuite chercher à s'approprier les ressources convoitées en se justifiant et en cherchant à s'affirmer face à plusieurs autres nations qui peuvent prétendre être propriétaires de ces mêmes ressources. « *They must first be appropriated (...) the appropriation of scarce resources by some requires a justification against the competing claims of others* »¹⁸. N'étant pas intrinsèques à un État comme les talents le sont à un individu, les considérations de libertés individuelles ne protègent pas le droit de s'approprier et d'utiliser les ressources naturelles, de la même manière qu'elles peuvent protéger le droit de développer et d'utiliser les talents individuels. Par conséquent, aucun pays dit souverain et autonome ne devrait délibérément s'approprier et revendiquer des droits exclusifs sur les ressources naturelles qui se trouvent sur son sol. « *Citizens of a nation that finds itself on top of a gold mine do not gain a right to the wealth that might be derived from it, simply because their nation is self-sufficient* »¹⁹. Les ressources naturelles peuvent donc être partageables entre les peuples. Beitz pense que si la question de la redistribution internationale des ressources naturelles était posée dans la position originelle, les représentants des peuples auraient admis le fait que personne n'a le droit naturel de revendiquer telle ou telle ressource naturelle, et surtout, ils auraient accepté un principe international de redistribution des ressources entre les

¹⁸ Charles, Beitz. « *Justice and international relations* », in, *Global Justice seminal essays* vol.1, P.29

¹⁹ *Ibid*, P.52

peuples. « *Not knowing the resource endowments of their own societies, the parties would agree on a resource redistribution principle that would give each national society a fair chance to develop just political institutions and an economy capable of satisfying its members basic needs* »²⁰.

Beitz a d'abord considéré les États comme souverains, autonomes et coopératifs entre eux à l'échelle internationale comme le présuppose Rawls. Mais il rappelle que la réalité d'aujourd'hui est différente. Plusieurs raisons empiriques nous amènent à reconnaître que le monde a changé et que les États ont réalisé leur interdépendance sur les questions de justice, d'économie, de politique et de culture. Les frontières traditionnelles s'effritent et les partenariats se renforcent de plus en plus. Les principes de justice ne peuvent plus être confinés à des sociétés internes. C'est ainsi qu'il fait une proposition inattendue : que le voile d'ignorance s'étende jusqu'à la connaissance de la citoyenneté. « *The veil of ignorance must extend to all matters of national citizenship.* »²¹ Selon Beitz, en privant les partenaires de la position originelle de la connaissance de leur citoyenneté, on les place dans une position qui considère le monde entier comme seule et unique société. Et pour les mêmes raisons que dans la justice interne, ils adopteront les deux principes de justice que Rawls avait proposés : le principe de différence et le principe des libertés égales. Ces principes peuvent être appliqués à la justice internationale sans que leur globalisation ne réduise leur efficacité. Il n'y a donc aucune raison empêchant l'application d'un principe de justice distributive à l'échelle internationale.

²⁰ Ibid, P.30

²¹ Ibid, P.34

Beitz affirme que les notions de souveraineté et d'autonomie des États ne sont plus en concordance avec le monde contemporain. En s'attardant sur ces deux notions dans sa théorie, Rawls a rendu incomplète la dérivation des principes de justice. Il a négligé l'important aspect de redistribution de ressources naturelles. Aspect qui devrait être discuté dans la position originelle internationale.

Ce que Beitz demande explicitement, c'est d'adapter la théorie de Rawls au contexte actuel d'interdépendance des États. Il faut appliquer les deux principes de justice au niveau international. Et cela est possible en modifiant légèrement les conditions au niveau du voile d'ignorance.

Réponse de Rawls à Beitz

Pour Rawls, Beitz semble ignorer que l'élément crucial dans l'évaluation de la performance d'une société est sa culture politique et non ses ressources. La quantité des ressources ne détermine pas le niveau de développement social et politique d'un peuple.

Rawls trouve alors inutile de discuter de l'idée de Beitz. Toutefois, ajoute-t-il, « *si c'était à notre monde avec ses injustices criantes et sa pauvreté absolue qu'un principe global de justice distributive du Droit des Peuples était censé s'appliquer, son attrait serait compréhensible. Mais s'il devait s'appliquer continuellement et sans fin dans le monde hypothétique auquel on parvient après que le devoir d'aide est pleinement satisfait, alors son attrait pourrait être mis en cause.* »²²

Il semble à ce point que Rawls et Beitz discutent sur des bases différentes.

Pour Beitz, les inégalités sont causées par le hasard. Les uns sont chanceux et possèdent un territoire riche en ressources naturelles, et les autres, malchanceux, possèdent des territoires pauvres en ressources naturelles. Les chanceux sont riches, et les malchanceux sont pauvres. Il est donc logique, dans ce cas, de proposer une redistribution parmi les peuples. Au contraire, Rawls pense que les ressources naturelles ne sont pas un facteur déterminant dans la richesse et la pauvreté d'un peuple. Seule sa culture politique et sociale l'est.

²² John Rawls, *OP.Cit*, P.143

Beitz ne tient pas compte, non plus, des conditions de la structure de base de la société des peuples de Rawls. Rawls, lui, part de son monde hypothétique fait d'une structure de base juste, d'un monde dans lequel les libertés des peuples sont garanties et les choix politico-économiques respectés. Un monde dans lequel aucun abus n'est toléré et dans lequel chaque peuple récolte les fruits de ses efforts et de ses initiatives politiques. Beitz part, non de ce monde hypothétique, mais du monde tel qu'il est. Dans le monde de Rawls, la richesse et la pauvreté ne sont pas causées par la chance ou la malchance, mais par l'effort, le travail, l'innovation et les choix politiques. Et dans ce monde, obliger ceux qui réussissent à verser une partie du fruit de leur labeur à ceux qui n'ont pas produit paraît injuste. Rawls va d'ailleurs vouloir mieux éclairer ce point à l'aide de deux illustrations :

- Prenons deux sociétés libérales ou décentes ayant un même niveau de richesse. La première décide d'instaurer une politique économique active d'industrialisation et augmente son taux d'épargne, alors que la seconde ne suit pas la même voie. Quelques décennies plus tard, la première société devient deux fois plus riche que la seconde.

S'il faut appliquer le principe de redistribution de richesse, la société la plus riche doit être taxée, afin de soutenir la seconde. Ce qui paraît injuste puisque sa richesse provient de ses propres efforts et de ses choix politiques. Et comme cette redistribution n'a pas d'objectif précis, nous assisterons à un flux ininterrompu d'imposition de taxe à toute société qui osera augmenter sa richesse. Alors qu'avec le devoir d'aide, il n'y a pas de taxe à payer. Les deux sociétés sont assez bien ordonnées pour savoir ce qu'elles veulent. Elles sont aux commandes de leur destin respectif.

- Prenons à nouveau les deux sociétés libérales ou décentes. Dans ce cas-ci, elles établissent les éléments d'une justice égale pour les femmes. La première société met l'accent sur ces éléments et accélère l'épanouissement des femmes dans le monde politique et social. Le taux de croissance démographique devient presque nul et la richesse augmente. La seconde ne suit pas cette voie. À cause des valeurs religieuses, elle ne réduit pas son taux de croissance démographique, qui demeure très élevé. Quelques décennies plus tard, la première société devient deux fois plus riche que la seconde.

Ici encore, le principe de redistribution de richesse s'imposera. La société la plus riche devra payer un tribut pour s'être enrichie. Une position totalement injuste lorsqu'on sait que tous les peuples sont libres, responsables et capables de prendre leurs propres décisions pour accroître leurs richesses.

Dans le monde de Rawls où la structure de base de la société des peuples est déjà établie, aucun peuple ne criera à l'injustice face à la richesse des autres. Tous les peuples ont les mêmes chances et les mêmes libertés de vie, d'innovation et de création des richesses. *«Dans ce monde hypothétique, un principe global aboutit à ce que nous tiendrons pour des résultats inacceptables.»*²³

Le devoir d'aide que propose Rawls se présente comme un principe de transition. Il s'applique jusqu'à ce que toutes les sociétés établissent des institutions justes, libérales ou décentes. Une fois cet objectif atteint, ce principe ne s'applique plus. Le devoir d'aide garantit simplement l'essentiel de l'autonomie politique des peuples dans la société mondiale.

²³ *Idem*

Réaction de Beitz

Beitz va revenir sur le sujet un peu plus tard, lorsqu'il sera invité à se prononcer sur l'état du débat sur la justice internationale à Princeton. Sa position n'a pas changé. Les principes distributifs sont pour lui les seuls éléments capables d'équilibrer la redistribution des avantages pour une véritable justice internationale. Toutefois, il fait un constat constructif : la question de la justice internationale est liée à l'analyse des liens existant entre la participation à l'économie internationale et l'appauvrissement de certains peuples. Il invite tous ceux qui s'intéressent à la question des inégalités internationales à s'informer sur ces liens. «*These matters are complex and there is a good deal that philosophers could learn about them from economic historians and development economists*»²⁴ conclut-il. Il rappelle que Rawls avait bien signifié que l'objet de sa théorie de la justice internationale était de concevoir un système international dans lequel les sociétés vivraient et collaboreraient d'une façon acceptable. Il avait aussi proposé une sorte de transfert de ressources pour aider les plus pauvres et maintenir un niveau de vie et d'organisation décent. Mais pour Beitz, le devoir d'aide suggéré par Rawls ne suffit pas. Traiter de la justice internationale mène à s'interroger sur tout ce qui influence le partage des avantages et, très concrètement, à s'interroger sur les rapports entre les mécanismes de transactions internationales et le revenu de chaque peuple. La justice internationale ne peut qu'être distributive.

²⁴ Charles Beitz. *Cosmopolitanism and Global justice*. The Journal of Ethics (2005) 9: 11–27. P. 23

«We might say that a theory of global distributive justice should concern itself primarily with the basic structure of international society – that is, the economic, political and legal institutions and practices that influence the global distribution of advantages. International transfers (for example, foreign aid programs) also influence this distribution, but by any measure they are less significant than other forces which are potentially open to political manipulation, such as private capital flows, the rules of the trade regime, and the system of international property rights. Principles of global distributive justice pertain to all of these.»²⁵

Dans cette discussion entre Rawls et Beitz, on constate que le manque de seuil maximal et d'objectif au principe distributif est un point faible sur lequel Rawls réussit à jouer pour affaiblir Beitz et tous les tenants de l'application d'un tel principe. Toutefois, il ne réussit pas à montrer pourquoi on n'étendrait pas le voile d'ignorance à la connaissance de la citoyenneté comme le suggère Beitz.

L'argumentation de Beitz pour élever les ressources naturelles au rang de bien commun mondial n'est pas réaliste non plus. Dans le monde actuel, aucun pays ne peut prétendre avoir des droits sur les ressources d'un autre pays. Ce manque de réalisme affaiblit sa capacité à déstabiliser l'argument de Rawls.

Enfin, Beitz et Rawls semblent être en déphasage. Pour Rawls, l'application d'un principe de redistribution n'est pas nécessaire lorsque la structure de base de la société des peuples est établie. Il se prononce en prenant cette structure de base comme point de

²⁵ *Ibid*, P. 24

départ. Beitz fait le contraire. Il ne prend pas comme point de départ la structure de base de Rawls, mais le monde. Et la meilleure façon de réparer les inégalités de ce monde est d'appliquer un principe de justice distributive. Rawls devrait l'intégrer dans sa théorie en étendant le voile d'ignorance à la connaissance de la citoyenneté.

La critique de Thomas Pogge

Pour Thomas Pogge, la justice internationale ne doit pas ignorer la question des inégalités économiques entre les peuples. « *I argue that, dit-il, a criterion of global justice must be sensitive to international social and economic inequalities* »²⁶. Dans la théorie de la justice dans les sociétés internes, Rawls avait proposé deux principes de justice qui permettaient d'éliminer les inégalités. Il y avait le principe d'égalité des chances pour tous, et le principe de différence. Pogge pense que des règles analogues à ces deux principes sont valables et nécessaires dans les relations internationales du monde d'aujourd'hui, caractérisé par une interdépendance économique et politique significative. Le monde devient de plus en plus coopératif, les peuples se rapprochent et dialoguent. Il est alors capital, pour toute justice internationale, de mettre en place une structure qui combat les inégalités et maintient un certain équilibre économique et social entre les peuples. Si pour Rawls, les inégalités internationales ne constituent pas un problème, Pogge pense le contraire. Et pour régler ce problème, il propose une taxe globale sur les ressources (a global resources tax).

Qu'est-ce qu'une taxe globale sur les ressources? Il s'agit d'un pourcentage que tout peuple devrait verser à la communauté mondiale pour l'exploitation de ses ressources naturelles. « *While each people owns and fully controls all resources within its national territory, it must pay a tax on any resources it chooses to extract* »²⁷. Ainsi, des pays

²⁶ Pogge, Thomas. « *An egalitarian law of people* » Philosophy and public affairs. Vol. 23, No. 3 (summer, 1994), p. 195.

²⁷ Ibid, P.200

comme l'Arabie Saoudite, le Koweït ou le Nigeria ne devraient pas exploiter leurs ressources naturelles sans penser à la communauté internationale. Ils devraient payer une taxe pour l'extraction ou la vente de leurs ressources. Cette taxe s'appliquerait non seulement sur les richesses minières comme l'or ou le pétrole, mais aussi sur des ressources comme les terres cultivables ou l'eau. La gestion de cette taxe permettrait, au niveau mondial, de réduire les inégalités entre les peuples en appliquant le principe de différence que Rawls avait proposé dans la justice interne. « *The tax rate and exempt amount are to be set so as maximally to benefit the lowest economic position in the present and future generations* »²⁸

Pour Pogge, une justice internationale qui ne s'attaque pas à la question des inégalités entre les peuples est une justice de pacotille, car les rapports de forces et les jeux de pouvoir rendront les moins nantis vulnérables et influençables. Les dangers de corruption et de trafic d'influence apparaîtront et affaibliront cette justice.

Si les représentants des peuples sont, comme le dit Rawls, soucieux du bien-être de ceux qu'ils représentent, ils n'auront aucune raison de refuser l'adoption des principes égalitaires de justice globale. D'ailleurs, « *Rawls has given no reason why the delegates - even if each of them cares solely about their people's prospects to live under just domestic institutions- should prefer his inegalitarian law of people over more egalitarian alternatives* »²⁹.

²⁸ *Idem*

²⁹ *Ibid*, P.213

Pogge ne s'arrête pas là dans sa critique. Il questionne les rapports entre les sociétés libérales et les sociétés décentes. La tolérance que Rawls demande de la part des peuples libéraux est mal vue. Moins encore, la liste des droits de l'homme qu'il présente.

Rappelons que Rawls avait réduit la liste des droits de l'homme à une catégorie spéciale dite de *droits urgents* comme la liberté vis-à-vis de l'esclavage, la sécurité des groupes ethniques par rapport aux massacres et génocides, et la liberté de conscience. Il avait exclu l'essentiel des droits et libertés comme la liberté de parole et l'égalité de tous les citoyens; considérées comme appartenant aux sociétés libérales.

Qu'est-ce qui dit à Rawls que les deux peuples s'accorderont sur les bases d'une société des peuples? « *Not only is it highly doubtful that delegates of hierarchical societies would choose to commit themselves to so much; it is also quite unclear why delegates of liberal societies would not want to incorporate more than Rawls list, which specifically excludes freedom of speech, democratic political rights, and equal liberty of conscience and freedom of thought.* »³⁰ Si les peuples libéraux veulent protéger leurs institutions démocratiques, comme le stipule Rawls, comment pourront-ils tolérer l'existence d'autres sociétés qui privent leurs citoyens de certaines libertés? Comment donc justifier cette incohérence morale? Pour Rawls, cela peut être considéré comme le prix à payer pour réaliser une société juste des peuples. Mais pour Pogge, penser que la tolérance et la neutralité politique entre les peuples sont la condition pour la réalisation d'une justice internationale est simplement invraisemblable. Le respect complet des droits de l'humain

³⁰ *Ibid*, p.215

devrait être l'un des principes de base pour une réelle justice. Une justice qui devrait mettre l'emphasis sur les conditions de vie des individus et non sur celles des sociétés.

Les droits de l'homme devraient être compris comme une exigence morale dans toutes les institutions sociales du monde, et non comme une disposition volontaire des gouvernements. Chaque individu devrait être considéré avec ses droits, peu importe la société dans laquelle il se trouve. Les droits devraient s'appliquer à tous les habitants de la terre. Et toute théorie de justice devrait commencer par forger un tel système.

Il nous est important de rappeler que trois éléments essentiels animent la vision de Pogge: l'individualisme, l'universalité et la généralité³¹. Par individualisme, il entretient l'idée que l'être humain, la personne, est au centre de toute préoccupation de justice. L'universalité véhicule l'idée de l'égalité des droits pour tous les hommes. Et la généralité donne à ces idées une portée globale. Tout ce qui se rapporte à l'homme concerne tous les humains sans exception.

Une société mondiale qui tolérerait l'existence des peuples hiérarchiques ne respectant pas l'égalité de tous les humains ne peut être juste.

³¹ Thomas, Pogge: « Cosmopolitanism and sovereignty » in Global Justice seminal essays vol.1 . P. 356

Réaction de Rawls

Le principe égalitaire global que défend Pogge est conçu pour aider les pays pauvres en instituant une taxe généralisée que chaque société devrait verser à un fonds international administré dans ce but. Le problème réside encore dans le fait que ce principe ne possède ni objectif, ni seuil maximal. Tout comme Beitz, Pogge propose un mécanisme de redistribution sans objectif précis.

Rawls rappelle que le devoir d'aide dispose à la fois d'un but précis et d'un seuil maximal. Il cherche à améliorer le sort des peuples pauvres du monde jusqu'à ce qu'ils soient des citoyens libres et égaux vivant dans une société ordonnée. Mais cette aide cesse de s'appliquer lorsque l'objectif est atteint. Il est convaincu qu'il existe certainement un point à partir duquel un peuple peut se débrouiller seul, ses besoins fondamentaux ayant été satisfaits. Le devoir d'aide s'arrête lorsque ce point est atteint. C'est ce qui distingue le devoir d'aide de tout autre principe de redistribution de richesse proposé jusqu'alors. Ces principes peuvent tous être fort semblables dans la forme, mais ils se distinguent tous du devoir d'aide par la définition précise de son objectif, et par l'existence d'un seuil maximal au-delà duquel il ne s'applique plus.

Rawls dit adhérer aux objectifs partagés par Beitz et Pogge à savoir : réaliser des institutions libérales et décentes, garantir les droits de l'homme et satisfaire les besoins humains fondamentaux. Mais pour Rawls, ces buts sont couverts par le devoir d'aide. La préoccupation suprême de la vision égalitarienne est le bien-être et l'égalité entre les individus et non la justice des sociétés, affirme Rawls. Alors, pour les égalitariens, même

lorsque toutes les sociétés auront atteint le degré d'organisation nécessaire, la question de la redistribution des richesses sera toujours d'actualité. Ils préconiseront même l'application du principe de redistribution de richesse entre deux sociétés bien organisées lorsque l'une d'elles est moins nantie que l'autre. Leur but principal est la répartition équitable des richesses dans le monde.

L'objectif de la théorie de Rawls est la justice et la stabilité des nations membres de la société des peuples bien ordonnés. Elle ne recherche pas d'autres buts tels que l'augmentation du niveau de vie au-delà de celui qui est nécessaire pour soutenir les institutions justes. Elle ne cherche pas non plus la répartition équitable des richesses dans le monde. Le but ultime de la théorie de Rawls est l'existence de sociétés parfaitement stables et justes pour les bonnes raisons, et qui vivent en paix dans une société des peuples juste.

Une fois ce but atteint, aucun autre objectif n'est prescrit.

Les inquiétudes de Pogge semblent être légitimes lorsqu'il précise qu'une justice dans l'inégalité est une justice fragile, exposée aux jeux d'influences et de pouvoirs. Les moins fortunés seront plus influençables et plus vulnérables dans leurs rapports avec les plus riches. Mais pense-t-on que la redistribution des richesses est la seule solution à ce problème délicat? Ne peut-on pas mettre en place des mesures qui permettraient de protéger les moins nantis aux tentatives d'influences des plus forts? Pour Rawls, les inégalités entre les peuples ne sont pas un problème à résoudre. Il suffit de garantir un minimum à tous les peuples de telle sorte que tous soient membres de la société des peuples. C'est l'objectif de sa théorie à l'échelle internationale. On ne peut donc lui

reprocher son rejet d'appliquer un principe de différence à l'échelle mondiale. La structure de base est au centre du problème. Il faut la travailler pour la rendre plus imperméable à toute forme d'injustice.

Rawls et Pogge sont radicalement opposés. Pour Pogge, il faut lever une taxe globale de ressources et répartir le revenu parmi les peuples du monde. Pour Rawls, il faut tout simplement travailler la structure de base. Qu'elle soit plus efficace, plus juste et plus solide. Cette divergence de points de vue est bien plus profonde. Elle va au-delà de la simple vision de ce que doit être la justice. En effet, si Pogge insiste sur la nécessité d'appliquer un principe distributif à la justice, c'est parce qu'il considère le monde comme une seule communauté dans laquelle tous les peuples se rapprochent, dialoguent et collaborent pour des objectifs collectifs. C'est en tout cas ce vers quoi tend le monde. Il est logique, avec cette vision des choses, de penser à une levée de taxe mondiale ainsi qu'à une redistribution des richesses visant à réduire les inégalités. Mais pour Rawls le monde n'est pas une petite communauté unie. Il reste un lieu de cohabitation où chaque peuple préside à sa destinée, sans rien attendre d'ailleurs. Et dans un tel cas, la justice se résume à une meilleure cohabitation, dans le respect des normes justes reconnues et acceptées par tous.

Pourquoi une redistribution des richesses?

À première vue, cette question peut paraître banale. Pourtant, une réponse claire et satisfaisante à cette question résoudra une partie du problème. En parcourant l'ensemble de la littérature sur la justice internationale, deux raisons principales justifient la redistribution au niveau international. Ces raisons reviennent régulièrement d'un auteur à

l'autre et sont souvent exprimées de différentes façons. La première raison est qu'une conception de la justice doit régler le problème des inégalités à l'échelle internationale. Pogge exprime cette idée d'une manière très claire : « *a plausible conception of global justice must be sensitive to international social and economic inequalities* »³² . Pour qu'une justice soit réelle et effective, elle doit permettre à tout le monde d'avoir les mêmes rapports de forces sociales et économiques. Or, les inégalités dans le monde rendent les pays pauvres vulnérables et influençables par rapport aux pays riches, trahissant ainsi la justice tant désirée. Pour Pogge, comme pour tant d'autres, la redistribution des richesses réduit les inégalités d'une façon significative, et rend la justice possible et durable. L'égalité est considérée comme un bien en soi que toute institution doit entretenir.

La deuxième raison est d'ordre humanitaire. La morale et le sens humain imposent aux pays riches d'aider les pays défavorisés. Il n'est pas acceptable qu'une partie du monde vive dans l'opulence, pendant qu'une autre meurt de faim et de soif. La redistribution des richesses qui doit se faire des pays riches vers les pays pauvres est une exigence morale de notre temps.

Mais ces deux principales raisons engendrent une autre question : la redistribution des richesses est-elle suffisante pour combattre la pauvreté? Suffit-il de donner de l'argent pour que la pauvreté disparaisse? Plusieurs études montrent que non. La question de la pauvreté est bien plus complexe que cela. Toutefois, l'idée de taxer certains peuples afin d'aider les autres est soutenue par plusieurs auteurs, chacun présentant un genre de taxe

³² Thomas Pogge, *Op.Cit*, P.196

tantôt différent, tantôt similaire à ce qui a déjà été proposé. Hillel Steiner et Brian Barry font partie de ces auteurs.

Hillel Steiner et le « Global fund »

Dans son argumentation, Steiner affirme que toute personne possède un droit égal à la propriété privée et aux ressources naturelles, et que les ressources naturelles mondiales constituent un dividende commun pour lequel toute personne a droit à une part égale. Cela implique que ceux qui occupent ou possèdent plus que la part égale des ressources doivent payer une taxe globale comme restitution de la part excessive. Les fonds dérivant de cette taxe, qu'il appelle fonds global, seront redistribués non sur la base des besoins, mais sur la base du droit de chacun à une part égale des ressources naturelles mondiales.

Pour Steiner, il y a deux propriétés exclusives pour tout être-humain : son propre corps et les ressources naturelles brutes du monde dans lequel nous vivons. Tout homme est normalement libre d'utiliser son corps comme il le désire, sachant que ce corps est la seule chose qui lui appartienne vraiment. Et tout homme devrait avoir accès à sa part des ressources naturelles brutes du monde que nous partageons ensemble. Cette part de ressources naturelles est la valeur totale des ressources planétaires divisée par le nombre d'habitants. Les calculs que propose Steiner transcendent les frontières des États telles que nous les connaissons et considèrent la planète comme un seul territoire. Les États-Unis, le Nigeria ou l'Espagne n'ont certainement pas les mêmes ressources naturelles. Ils n'ont donc pas les mêmes valeurs lorsqu'ils sont pris individuellement. Mais la somme de toutes leurs différentes valeurs donne une valeur commune qui sera divisée par le nombre total des habitants de tous ces pays, de telle sorte que tous les hommes puissent avoir une part égale. Ceux qui possèdent plus que la part égale de ressources naturelles brutes

verseront leur surplus en forme de taxe globale. Cette taxe globale alimentera le fonds global. Et le fonds global redistribuera les ressources non sur la base des besoins, mais sur la base du droit de chacun à une part égale des ressources naturelles mondiales. Telle est la proposition de Steiner. Un tel mécanisme permettra à ceux qui possèdent plus de rendre justice à ceux qui en ont moins. *«The global fund is thus a mechanism for ensuring that each person enjoys the equivalent of enough and as good natural resources»*³³

L'idée principale que Steiner veut faire passer ici est que la juste redistribution des richesses dans le monde doit être trouvée dans des allocations égalitaires des valeurs des ressources naturelles. Dans son point de vue, il se dresse en même temps contre Beitz et contre Pogge. Il leur reproche d'avoir simplement voulu étendre le principe de différence de Rawls à l'échelle internationale pour assurer une justice distributive.

Selon lui, Beitz n'est pas convaincant dans sa tentative d'élever les ressources naturelles au rang de bien commun général. Pour Beitz la redistribution naturelle des ressources naturelles est totalement arbitraire du point de vue moral. Aucun pays n'a un droit naturel à revendiquer telles ou telles ressources. Elles peuvent être objet de redistribution. Steiner pense que Beitz ignore trop vite les droits et privilèges des États existants. Dans la réalité, l'idée de Beitz ne tient pas la route. Aucun pays au monde ne peut revendiquer une ressource se trouvant en dehors de son territoire. Chaque pays connaît ce qui lui revient de droit naturel. Les ressources naturelles font partie intégrante de l'existence d'un Etat.

³³ Steiner, Hillel. «Just taxation and international redistribution», in, *Global Justice seminal essays* vol.1 P.641

La distribution naturelle et arbitraire des ressources naturelles ne fait pas d'elles des biens communs planétaires. Chaque pays connaît ses limites et sait ce qui est à autrui.

Beitz a aussi reproché à Rawls d'avoir ignoré l'interdépendance des sociétés en s'arrêtant à la notion d'autonomie des États et en limitant les deux principes de justice aux frontières des sociétés internes. Mais, selon Steiner, il a banalisé, à son tour l'idée d'autonomie et de souveraineté des États en privilégiant excessivement le caractère interdépendant des sociétés actuelles. Il devrait se rappeler que l'interdépendance n'élimine pas la souveraineté des nations. Ce n'est pas parce que deux nations sont interdépendantes qu'elles ne sont plus souveraines l'une face à l'autre. L'interdépendance n'implique pas la fusion.

Beitz n'a finalement pas pu montrer, à partir des présupposés de Rawls, comment arriver à appliquer le principe de justice distributive à l'échelle globale.

La taxe globale de ressource de Pogge est un peu plus proche de l'idée du fonds global de Steiner. Mais ce que Steiner reproche à Pogge, c'est qu'il n'a d'yeux que pour les ressources exploitées dans sa taxe globale de Ressources(GRT) que doivent verser tous les États qui exploitent leurs ressources naturelles, alors qu'avec le fonds global, la valeur totale des ressources possédées, exploitées ou non, est prise en compte.

Lorsque le Koweït exploite son pétrole, pour Pogge, un pourcentage doit être retenu au niveau mondial comme taxe globale de ressource. Le fonds global de Steiner exige de tenir compte non seulement de la valeur des ressources exploitées, mais de la valeur de toutes les ressources pétrolières du Koweït, incluant les non exploitées. Steiner met sur la

balance la totalité des ressources, alors que Pogge ne demande qu'un certain pourcentage de la partie exploitée.

Bien que l'idée de fonds global de Steiner soit claire, les questions pratiques sont nombreuses. Comment quantifier toutes les ressources naturelles d'un État? Comment les juger à leur juste valeur? Sur quoi se base-t-on pour donner plus de valeur à telle ressource plus qu'à telle autre? Comment comparer ce que vaut le pétrole de ce que vaut l'uranium? La proposition de Steiner, quoiqu'intéressante, manque un peu de réalisme.

Brian Barry et le transfert direct de fonds

Brian Barry fait appel à la justice et au sens d'humanité pour revendiquer le partage des richesses et la redistribution des ressources au niveau international. Il affirme que les considérations humaines et la justice exigent des pays riches qu'ils apportent leur aide aux pays pauvres.

Agir par humanité pour Barry, c'est agir et traiter un être humain avec considération et compassion pour le sortir de sa détresse ou de sa situation difficile. Selon Barry, c'est de cela dont il est question pour ce qui est de la situation d'inégalité flagrante entre les pays riches qui vivent dans l'abondance et les pays pauvres qui croupissent sous le poids de l'extrême misère. Les préceptes moraux, l'instinct de compassion naturelle, le sens commun, tout en l'être humain impose la responsabilité des pays riches d'aider les pays pauvres.

Agir par justice c'est faire des actions qui peuvent être considérées comme justes. Cette justice peut se voir sous plusieurs aspects d'après Barry. Il y a la justice comme fidélité, lorsqu'on respecte les engagements et les contrats, la justice comme fair-play, lorsqu'on se rend mutuellement service et qu'on retourne les services reçus, la justice comme récompense (*requital*), quant aux échanges justes, aux partages équitables de bénéfices communs, et enfin la justice comme égalité des droits.

Les pays pauvres n'ont pas souvent obtenu justice dans leurs rapports avec les pays riches et ce même avec les institutions internationales. Les échanges n'ont pas toujours été

équitable, les droits n'ont pas toujours été respectés et aujourd'hui, dans un besoin criant, l'aide qu'ils méritent de recevoir n'est toujours pas pourvue.

Pour Barry, l'aide dont ont besoin les pays pauvres est une question non seulement d'humanité, mais aussi de justice.

Mais comment structurer cette aide?

Selon Barry, s'il est assez aisé de comprendre la nécessité d'aider les pays pauvres, il est aussi facile pour les pays riches de lever les fonds à cette fin. « *It's not at all difficult to come up with proposals for a system by which revenues would be raised on a regular basis from the rich countries and transferred to the poor ones (...) the alternative, which is, I predict, the only way in which any systematic redistribution will ever take place, if it ever does, is to have one or two comprehensive taxes and distribute the proceeds according to some relatively simple formula among the poor countries.* »³⁴

Lever une taxe auprès des pays riches pour transférer les fonds directement dans des pays pauvres.

«*The most obvious, and in my view the best, would be a tax on the governments of rich countries, assessed as a proportion of gross national product that increases with per capita income, the proceeds to be distributed to poor countries on a parallel basis of negative income tax.*»³⁵

³⁴ Bryan, Barry. «Humanity and justice in global perspective», in, *Global Justice seminal essays* vol.1, P.199

³⁵ *Idem*, P.200

L'idée de Bryan Barry est simple. Que les pays riches versent une taxe en fonction de leur revenu. L'argent ainsi amassé sera versé directement, aux pays en besoin.

Mais le problème avec cette idée de taxe est qu'elle est difficile à appliquer. L'aspect pratique fait défaut, et malgré le bon sens que véhicule l'idée, elle ne résiste pas aux objections de Rawls. Un principe de redistribution sans seuil maximal ni objectif n'est pas applicable dans la théorie de Rawls.

Conclusion pour les critiques

Le manque de seuil maximal et d'objectif des principes de justice distributive, et l'absence de réalisme dans l'existence et l'application concrète d'une éventuelle taxe sont un point faible considérable pour les tenants de l'application d'un principe de justice distributive à l'échelle internationale. Ils proposent tous une taxation, mais ne s'attardent pas sérieusement à la manière de structurer cette taxe.

Il faut aussi constater que tous ceux qui critiquent Rawls partent tous de sa théorie pour proposer d'autres idées. Ce qu'ils demandent en fait, c'est une amélioration, ou une modification, de la théorie de Rawl. Il n'y a pas de « théorie rivale » à celle de Rawls. Et pour cela, Rawls sort victorieux dans ce débat. On constate aussi qu'ils critiquent Rawls sur des bases différentes. Rawls rejette l'application d'un principe de justice distributive dans une société des peuples où la structure de base idéale est établie. Les critiques partent, non de cette structure de base déjà établie, mais du monde tel qu'il est. Ce déphasage flagrant frise l'incompréhension.

Toutefois, ces critiques ont révélé quelques failles dans l'argument de Rawls. La proposition faite par Beitz est pertinente. Pourquoi ne pas étendre le voile d'ignorance à la connaissance de la citoyenneté? Il n'y a pas de réponse précise et convaincante à cette question. En affirmant que l'élément crucial dans l'évaluation de la performance d'une société est sa culture politique et non ses ressources, Rawls ne répond pas à cette question. Il ne répond pas non plus à cette question lorsqu'il affirme que le but de la

théorie n'est pas d'élever le niveau de vie de chaque citoyen du monde. Cette objection reste valable

C- la défense

Défense de Joseph Heath

La non-application d'une sorte de principe redistributif entre les peuples est un grand point de tension dans la théorie de la justice internationale de Rawls. Ceux qui s'attendaient à voir Rawls appliquer un tel principe à l'échelle mondiale ont été déçus. Mais, selon Heath, Rawls a de bonnes raisons de rejeter le principe de justice redistributive à l'échelle internationale. Des raisons qui sont centrales à sa conception générale de la justice. « *A global application of the difference principle would have been in tension with a number of very central features of his political philosophy* »³⁶.

Il y a d'autres raisons, en dehors de celles que Rawls avance, qui amènent à rejeter l'application d'un principe de justice distributive.

Selon Heath, l'idée même d'appliquer un principe de redistribution au niveau global crée un nouveau problème sérieux qu'évitent les partisans de la justice distributive: l'acceptation d'une gouvernance mondiale. Peut-on revendiquer une justice distributive entre les nations et, en même temps rejeter la possibilité d'un gouvernement mondial? Pour Rawls, ces deux positions sont incompatibles. Appliquer une telle justice nécessite l'instauration d'institutions qui s'apparentent à une sorte de gouvernement mondial. Joseph Heath complète la critique en affirmant que les partisans de cette justice évitent ce dilemme par manque de perspectives institutionnelles. « *Partisans of global*

³⁶ Joseph, HEATH. «Rawls on Global distributive justice : a defence», in, *Canadian Journal of Philosophie*, 2003, P.193

*distributive justice have for the most part avoided facing this dilemma, primarily because of systematic failure to think seriously about the institutional implications of their view».*³⁷

Mais les points qui retiennent l'attention de Heath sont ailleurs. Pour Joseph Heath, Rawls avait développé quatre idées principales qui soutiennent toute sa théorie politique, et qui entreraient en conflit total avec l'application du principe de différence à l'échelle internationale. Les quatre idées sont : l'idée de la structure de base comme matière, celle de la conception de la justice indépendante, celle de la justice incluant l'efficacité (efficiency), et celle du pragmatisme.

Et comment ces quatre idées de Rawls sont-elles en conflit avec l'application du principe de distribution à l'échelle internationale?

a- L'idée de la structure de base comme matière :

Dans leur démarche intellectuelle, la plupart des philosophes politiques ont considéré la société comme un instrument pour la justice, et non sa matière. La tâche du philosophe était celle de penser, d'ériger, et de poser une conception idéale de la justice, et de la comparer à la société existante. Il y avait d'une part la société telle qu'elle était, et d'autre part la conception idéale de la justice proposée. Et la société était tenue à réaliser cet idéal de justice. Dans les situations où l'on considérait la nature humaine incapable de réaliser un tel idéal, on demandait alors à la société de s'en rapprocher un peu plus. On avait toujours deux réalités qui s'affrontaient : la société telle qu'elle était, et la conception idéale qui devait s'appliquer à la société.

³⁷ Ibid, P.194

Cette vision empirique de la société est encore présente dans nos esprits et affecte plusieurs théories de justice sociale. Mais Rawls agit autrement. Il n'instrumentalise pas la société, mais la prend comme point de départ dans le développement de sa théorie. «*He starts with particular institution, and asks, how should this institution be organized, in order to qualify as just?*»³⁸ » Rawls prend comme matière de la justice la structure même d'une société ou d'une quelconque institution, pour produire les principes de justice spécifiques à cette institution pour la rendre plus juste.

Dans sa théorie de la justice interne, il a pris la structure de base d'une société comme matière de la justice. Les principes qu'il a développés sont spécifiques à cette structure de base. On ne peut, en aucun cas, penser élever ou adapter ces deux principes à l'échelle internationale, car ils sont spécifiques à la structure de base initialement prise comme matière. «*In his account of justice in the domestic case, Rawls takes the basic structure as subject. The principles of justice that he develops – the difference principle in particular- are specifically keyed in to the particular characteristics of basic structure. He repeatedly emphasizes that they are not applicable to other social institutions. His two key principles of justice are therefore far from universal.*»³⁹

Pour engendrer des principes spécifiques à une justice à l'échelle internationale, l'analyse doit partir d'une structure de base internationale. Là réside le vrai problème : cette structure de base n'existe pas. La matière de justice change alors. Rawls n'analyse plus une structure de base d'une société quelconque, mais une communauté internationale sans structure de base. Il ne cherche plus à produire des principes d'une justice sociale,

³⁸ Joseph, Heath. *Op.Cit*, P.200

³⁹ *Ibid*, P.200

mais des principes de justice pour la communauté internationale. « *For Rawls, on the other hand, when the shift is made to the international level, the subject of justice changes. He is no longer producing principles of social justice for the basic structure, he is producing principles of justice for the international community, in which several key characteristics of basic structure are absent.* »⁴⁰

Plusieurs auteurs ont ignoré cet aspect des choses. Ils ont exigé l'application du principe de différence à l'échelle internationale sans tenir compte des schèmes particuliers de chaque institution.

Le principe distributif, tel que proposé dans la théorie de la justice des sociétés libérales, ne peut être appliqué à l'échelle internationale. Il ne dérive pas d'une analyse de la structure de base internationale. Une structure de base qui, par ailleurs, n'existe pas.

b- L'idée de la conception de la justice qui doit être indépendante

Rawls a toujours affirmé qu'une véritable conception de la justice pour une société plurielle doit être libre de tout courant de pensée morale, religieuse ou philosophique. Elle doit être un objet de consensus parmi tous ceux qui se trouvent profondément divisés par leurs croyances respectives. Ce point important a mystérieusement disparu du débat. Il a été expressément ignoré par les détracteurs de Rawls. Cela s'explique aisément lorsque l'on constate que l'idée même d'appliquer un principe distributif dans une justice internationale ne fait pas consensus au sein de différentes doctrines existantes. Plusieurs pensées morales et philosophiques entrent immédiatement en conflit à cause de ce principe.

⁴⁰ *Ibid*, P201

Heath pense que le problème avec la justice distributive est qu'elle est loin d'être indépendante. Elle découle de la pensée libérale égalitarienne, qui est une doctrine parmi tant d'autres. Appliquer un principe de justice redistributive à l'échelle internationale fait pencher la justice vers la doctrine libérale égalitarienne tout en ignorant les autres courants de pensée. L'idée d'une justice libérée de toute influence doctrinale est trahie. La justice devient une source de tension.

Pour Heath, Rawls est resté fidèle à lui-même dans toute sa démarche. La justice doit être objet de consensus et non de tension. Par souci de consensus, il a même intégré la notion de tolérance des peuples libéraux, parce qu'il savait qu'on ne peut supposer que tout le monde adopte la doctrine du libéralisme politique. La justice doit régner, avec ou sans libéralisme politique.

c- L'idée de la justice incluant l'efficacité (efficiency)

Rawls croit que l'efficacité n'est pas seulement une affaire pratique. C'est un principe normatif qui mérite d'être incorporé dans une théorie de justice. La coopération dans une société est gouvernée à la fois par un intérêt mutuel, pour maximiser les intérêts communs, et un conflit d'intérêt, s'agissant de qui a droit à quoi. Le principe d'efficacité spécifie essentiellement comment traiter la question de l'intérêt mutuel dans une société. Alors que celui de l'égalité spécifie comment résoudre les problèmes dérivant d'un conflit d'intérêts. «*The principle of efficiency essentially specifies how the mutual interest question is to be resolved, while the principle of equality specifies how the conflict of interest question is to be resolved* »⁴¹. Le principe de différence n'apparaît que lorsqu'il

⁴¹ *Ibid*, 208

se pose des questions de compensations, c'est à dire, lorsque la société s'éloigne du principe d'égalité. Pour la justice internationale, Rawls présente une structure de base juste dans laquelle aucune injustice ne peut exister. La société des peuples veille au respect de chaque intérêt. Le principe de redistribution devient alors inutile. Pourquoi l'appliquer alors qu'il y n'a pas de compensation à faire et que le principe d'efficacité veille aux rapports entre les sociétés?

d- l'idée du pragmatisme.

Pour Heath, le pragmatisme est l'une des qualités dont fait preuve Rawls dans sa théorie de la justice tant domestique qu'internationale. Dans la présentation de sa théorie de la justice internationale Rawls ne semble pas s'attarder sur comment les relations internationales devraient être structurées. Il cherche plutôt à développer une série de principes qui guideraient la politique étrangère des peuples bien ordonnés, tout en berçant l'ambition de décrédibiliser l'idée que les États pouvaient poursuivre leurs intérêts nationaux sans un regard sur les contraintes normatives. Bref, au niveau international, Rawls montre clairement sa volonté pratique de développer les contours d'une justice internationale comme utopie réaliste, selon ses propres termes, réalisable en moins de temps. Ce sens pragmatique indique qu'un principe de redistribution des richesses est irréalisable dans le monde actuel. Les États ne peuvent même pas mener une action collective pour résoudre des problèmes communs. Ils ne s'entendent pas pour une action qui peut être bénéfique pour tous. Alors, personne ne peut imaginer tous les pays accepter le transfert d'une partie significative de leurs productions pour satisfaire un principe de justice internationale. Les tensions entre États, les discussions et les contradictions sur tout et rien nous montrent comment, au niveau international, les peuples sont plus

désunis qu'unis. Le manque d'ordre et de structure de gouvernance au sein de la communauté internationale doit être pris en compte dans toute théorie qui revendique un minimum de pragmatisme. Et l'idée de l'avènement proche d'un gouvernement mondial qui pourrait superviser une quelconque redistribution est complètement illusoire. Heath est convaincu que les États actuels ne sont pas prêts à céder un iota de leur souveraineté. Ils ont encore tous les privilèges essentiels et ne montrent aucune volonté de se diriger vers ce but. L'application de la justice distributive au niveau international est simplement irréalisable. Du moins, pour le moment.

L'intervention de Joseph Heath est une bouffée d'oxygène pour Rawls. Il réussit à montrer la cohérence de Rawls dans sa position du rejet d'un principe de justice redistributive à l'échelle mondiale. La proposition de Beitz d'étendre le voile d'ignorance à l'échelle internationale peut être rejetée en recourant à l'idée de la structure de base comme matière et à l'idée du pragmatisme que Heath présente. Heath répondrait à Beitz qu'on ne peut étendre le voile d'ignorance à la citoyenneté parce que l'absence d'une réelle structure de base internationale prive Rawls d'une matière à analyser pour produire des principes de justice d'une société internationale. Mais aussi parce que l'idée est n'est pas réaliste. Les citoyennetés existent et il faut les prendre en compte. Les peuples vivent encore dans des territoires séparés, chacun revendiquant sa citoyenneté particulière. Étendre le voile à la connaissance de la citoyenneté serait impossible.

Défense de Stéphane Chauvier

Stéphane Chauvier critique profondément la théorie de la justice internationale de Rawls dans plusieurs de ses travaux⁴². Mais il appuie l'idée de Rawls contre un principe de justice distributive. Et il le fait pour des raisons différentes.

Pour commencer sa critique, Chauvier demande d'abord à faire une distinction entre ce qu'il appelle le « devoir d'humanité », c'est-à-dire, le devoir de tout être humain de venir en aide à un autre se trouvant dans une situation difficile, et le « devoir de justice » qui, comme le terme l'indique, implique une contrainte à rendre justice. Les deux types de devoirs sont profondément différents.

La première différence est qu'un devoir d'humanité ne peut, par définition, s'incarner dans une institution permanente, alors qu'un devoir de justice peut, voire même doit s'incarner dans une telle institution. Le devoir d'humanité est généralement appelé par une situation d'urgence qu'il faut aider à faire cesser. Celui-ci prend immédiatement fin dès que la situation retrouve son état normal. Il n'est donc pas permanent. À l'opposé, le devoir de justice peut être permanent lorsque la dynamique éthique à laquelle il est lié est permanente. Il ne s'arrête pas et reste actif aussi longtemps que cette dynamique est valable.

⁴² Voir Stéphane Chauvier, *Justice internationale et solidarité*, Nîmes, Éditions Jacqueline Chambon, 1999

La deuxième différence est qu'un devoir d'humanité est un devoir que nous pouvons avoir avec tout homme, même inconnu, se trouvant dans une situation de vulnérabilité. Alors que le devoir de justice nécessite un certain type de lien social. On ne rend justice qu'à celui dont on reconnaît avoir injustement fait subir du tort.

Affirmer que les principes de justice redistributive peuvent être appliqués aux peuples ou aux États, c'est affirmer que les peuples ou les États peuvent avoir des devoirs de justice entre eux. Ce qui est difficilement acceptable.

En fait pour parler de devoir de justice, et donc de justice distributive entre deux ou plusieurs entités, il faut que certaines conditions soient réunies. Chauvier nous en présente cinq :

- La condition de convergence des désirs : il faut que les dotations offertes aux parties concernées soient acceptées et désirées par ces parties. Toutes les parties concernées doivent sincèrement désirer les dotations partagées. On ne parlera pas d'injustice si une partie ne désire pas avoir une dotation alors qu'une autre en veut plus.
- La condition de dépendance quant aux dotations : cette condition stipule que les parties ne doivent pas pouvoir, par elles-mêmes, améliorer leur sort. Il faut que les parties dépendent impuissamment des dotations. L'injustice apparaît lorsque l'on sert délibérément une partie pour ignorer l'autre.
- La condition d'interdépendance ou d'exploitation coopérative des dotations : Il faut que toutes les parties se sentent en droit de recevoir une dotation. Soit parce que le service est commun, soit parce que la source des dotations est commune.

*« Pour que l'on puisse faire usage des principes de la justice distributive, il faudrait donc, soit qu'il y ait eu solidarité des dotations originelles quant à leur source, soit qu'il y ait une exploitation des dotations originelles au sein d'une entreprise coopérative commune. »*⁴³ La justice distributive ne se fait que lorsque tout le monde sait que chacun a droit à une part de la dotation.

- Les circonstances du marchandage ou de négociation : cette condition ramène aux règles de redistribution communément admises. Supposons que, pour certaines raisons, une partie ait accepté de ne recevoir que la moitié de ce que tous les autres reçoivent. Personne ne parlera d'injustice. La distribution se fait selon les règles communément établies. Le sort d'une personne ne peut être injuste s'il l'a volontairement accepté.
- La condition de nudité ou de vulnérabilité : on ne parle de justice que lorsque les parties sont totalement interdépendantes et n'ont pas le choix de coopérer selon les conditions définies par les institutions de base de la société.

Or dans les rapports entre nations, toutes ces conditions sont loin d'être respectées. Pour la première condition, celle de la convergence de désirs, nous pouvons constater que toutes les sociétés de la terre ne recherchent pas les mêmes choses. Si les sociétés démocratiques s'attachent à la liberté individuelle et à d'autres besoins particuliers, la diversité culturelle du monde fait que dans d'autres sociétés, c'est autre chose qui est recherché. La convergence de désirs n'existe pas entre les peuples.

⁴³ Stéphane Chauvier, «Les principes de la justice distributive sont-ils applicable aux nations?», in, *Revue de métaphysique et de morale*, No 1/2002, P.129.

Pour la deuxième condition qui stipule que les parties ne doivent pas être capables d'améliorer leur sort, la réalité est assez éloquente. Tous les pays sont capables d'améliorer leur sort indépendamment des autres. La pauvreté relative dans certains pays est due, non à l'incapacité des États à améliorer leur sort, mais à l'impuissance à créer le cadre incitatif propre à développer la production et la répartition des biens.

La condition d'interdépendance ou d'exploitation coopérative des dotations n'est pas aussi respectée entre les États. Chaque État est libre d'exploiter ses ressources sans sentir le devoir de donner une partie au reste du monde. Il n'y a aucune sorte de dotation commune entre États. La richesse des uns et la pauvreté des autres ne sont pas dues à un accès injuste à une quelconque source commune de dotation. Elles découlent des choix politiques et économiques des uns et des autres.

Les quatrième et cinquième conditions ne sont pas non plus respectées. Il n'existe rien de telle qu'une structure de base qui règle le partage des richesses entre États. Il n'existe, non plus, rien de telle qu'une institution de base qui oriente la coopération entre États. Ce qui existe c'est une *courtoisie internationale*⁴⁴ qui fait que chaque État respecte la souveraineté des autres États. Ainsi, chacun sait ce qu'il veut, avec qui s'allier et comment mener sa diplomatie.

La justice distributive ne peut s'appliquer entre les peuples et les États parce que les uns ne répondent pas toujours des malheurs des autres. Même l'histoire ne justifie pas la mise en place d'une justice distributive. Les États qui ont été opprimés dans le passé peuvent

⁴⁴ Terme utilisé par Chauvier, *Opcit*

demander des mesures correctives et compensatoires. Une justice distributive permanente entre les États n'est absolument pas justifiée.

L'argumentation de Chauvier soutient une seule idée générale : nous n'avons aucun devoir de redistribution de richesse envers les plus démunis, car nous ne sommes pas responsables de leur situation. Cette idée complète celle des philosophes libertaires. Le canadien Jan Narveson en est un. Il affirme que : *«Nous sommes sans conteste responsables des maux que nous infligeons aux autres, où qu'ils soient, et nous leur devons compensation. Cependant, je n'ai trouvé aucun argument plausible qui justifie que nous devions quelque chose, à titre de devoir général, à ceux à qui nous n'avons pas nui»*⁴⁵. Toutefois, on ne peut prendre cette idée au pied de la lettre, car cela signifierait que l'on n'ait aucun devoir ni responsabilité envers ceux dont la détresse ne nous est pas imputable. Pourquoi alors un service public favorable aux inaptes par exemple?

L'analyse de Chauvier est pertinente. Mais, il pense, comme Rawls, que les États dans le monde ne sont ni interdépendants, ni coopératifs. Pour lui, chaque État doit protéger et défendre sa souveraineté tout en respectant celle des autres. Dans les relations internationales, les États sont animés par une sorte de *courtoisie diplomatique* qui fait que chacun suit ses buts en s'attendant à ce qu'aucun État ne vienne les contrecarrer. Les cinq conditions présentées pour une possible redistribution de richesse entre peuples ne sont pas respectées. Il n'y a ni convergence de désir entre peuples, ni dépendance des États quant aux dotations, ni sentiment d'interdépendance et de collaboration. Le principe de redistribution de richesse n'est ni justifié, ni nécessaire dans une théorie de la justice

⁴⁵ Jan, Narveson, in, *The monist* 2003. Cité par Peter Singer, *Op. Cit*, P.44

internationale. Mais, les arguments de Chauvier volent en éclat lorsque l'on considère le monde comme coopératif et que l'on voit les peuples du monde prendre de plus en plus conscience qu'ils partagent la même planète, qu'ils ont les mêmes besoins fondamentaux, et que le bien-être et la sécurité des uns dépendent des autres.

En fait, l'interdépendance entre les peuples d'aujourd'hui est un fait indéniable. Il rappelle que nous partageons tous une seule et même planète. Et contrairement à ce que peut dire Chauvier, la nature peut être considérée comme notre source de dotation à tous. La condition d'interdépendance ou d'exploitation coopérative qu'il a lui-même présentée peut s'appliquer.

Défense de Michael Blake

Dans un article publié en été deux mille un, Michael Blake tente d'expliquer pourquoi les principes de justice distributive ne peuvent se limiter qu'aux frontières des États-nations. Son raisonnement est simple et efficace. Il n'invoque pas la question de devoirs particuliers entre compatriotes. Il veut plutôt montrer que les devoirs généraux ont différentes implications au niveau national et international. Pour Blake, un État n'applique son système légal qu'à l'échelle nationale, il n'a des devoirs et des justifications qu'envers ses propres citoyens. Ces devoirs particuliers expliquent pourquoi l'application du principe distributif ne peut se limiter qu'aux frontières des États-nations.

Parmi les devoirs qu'un État libéral égalitaire a envers son peuple nous avons : le devoir de protéger son autonomie, d'assurer son bien-être, de veiller à l'égalité des chances et des droits, et à l'application des principes communs. L'État utilise des méthodes de coercition communément admises, par le biais des lois juridiques et criminelles pour faire appliquer ses devoirs et actualiser ses pouvoirs. Mais les pouvoirs de cet État ne se limitent qu'à ses frontières. Au niveau international, les rapports deviennent différents. Il doit respecter l'autonomie des autres peuples. Il ne peut étendre ses devoirs et son système de coercition au-delà de ses frontières, quand bien même il considère tous les peuples et tous les individus égaux. Or, avec ses devoirs et son système de coercition

viennent certains principes comme celui de la distribution des richesses. Ainsi, les citoyens qui subissent le système de coercition d'une société jouissent en même temps des principes comme celui de la redistribution des richesses. Tous ces mécanismes ne peuvent être étendus en dehors des frontières nationales, à des citoyens d'autres sociétés.

Le principe libéral d'égalité de toutes les personnes n'entre pas en conflit avec ces devoirs d'État, car il n'empêche pas de traiter différemment le citoyen d'un État et un étranger dans une société. Les deux n'ont pas les mêmes rapports aux institutions. Ils ne subissent pas le système coercitif de l'État de la même façon, et n'ont pas les mêmes attentes en retour. *«A liberalism committed to the moral equality of all persons, and to the equal protection of the autonomy of all human beings, may nonetheless treat citizen and stranger differently based upon relevant differences in institutional relationship»⁴⁶*.

Ainsi, pour Blake, l'application d'un principe de redistribution ne peut se faire qu'au niveau national. Son application au niveau global nécessitera un système de devoirs généraux à l'échelle internationale. Une sorte de gouvernement mondial. Le lien entre l'application d'un principe de justice redistributive à l'échelle internationale et la nécessité d'une sorte de gouvernance mondiale pour l'organiser se réaffirme. Une question mérite toutefois d'être posée : ce système de devoirs et de droits ne peut-il pas exister à l'échelle globale, sans gouvernement mondial?

⁴⁶ Michael Blake. « Distributive justice, state coercion, and autonomy », in, *Global Justice seminal essays* vol.1, P.689

Conclusion pour les défenses

Le soutien que reçoit Rawls est très fort. En affirmant que Rawls aurait trahi sa propre ligne de pensée politique, Joseph Heath lui donne la légitimité de son refus d'appliquer un principe de justice distributive avec les raisons autres que celles qu'il a lui-même données. La position du refus d'appliquer ce principe de justice à l'échelle mondiale se trouve renforcée par l'intervention de Joseph Heath. Beitz peut même trouver réponse à sa proposition d'étendre le voile d'ignorance à l'échelle mondiale. Ce qui consolide l'argumentation de Rawls.

Michael Blake joue aussi le même rôle que Joseph Heath. Il justifie la position de Rawls en apportant de nouvelles raisons. Sa position est claire. Un État est constitué d'un système légal de droits et devoirs qu'il exerce sur sa population. Et le principe de justice distributive vient avec ces droits et devoirs. Pour appliquer un principe de justice distributive à l'échelle mondiale, il faut un système de devoirs et droits appliqué à toutes les populations de la planète, soutenu par un gouvernement mondial. En d'autres termes, pour Blake, l'application d'un tel principe exige l'établissement d'un gouvernement mondial. Une question apparaît à ce niveau. Nous pouvons admettre que l'application d'un principe de justice distributive à l'échelle internationale nécessite quelques devoirs et droits communs. Mais l'existence de ces droits et devoirs communs implique-t-elle nécessairement celle d'un gouvernement mondial? Michael Blake n'est pas convaincant

sur ce point. Et sa position n'aide pas Rawls à répondre efficacement à toutes les critiques.

La défense de Stéphane Chauvier aussi n'aide pas Rawls à balayer toutes les critiques qu'il reçoit. Il pense, comme Rawls que les peuples du monde sont autonomes et autosuffisants. Il ne donne aucune considération à l'interdépendance et à la coopération mondiale actuelle. Son monde reste Westphalien. Et dans cette perspective, les cinq conditions qu'il présente pour une possible redistribution de richesse entre les peuples ne peuvent pas être respectées. Toutefois, s'il faut considérer la nature comme une source commune de dotation à tous, sa condition d'interdépendance ou d'exploitation coopérative peut s'appliquer. Et toute son argumentation s'écroule. L'interdépendance entre les peuples d'aujourd'hui rappelle que nous partageons tous une seule et même planète. La question à se poser est celle de savoir si la nature peut être considérée comme une source commune à toute l'humanité.

Les commentaires pour défendre la position de Rawls sont efficaces. Si les interventions de Blake et de Chauvier suscitent de nouvelles interrogations, celle de Joseph Heath donne une forte justification à la position de Rawls. Elle peut même aider à répondre à la proposition de Beitz d'étendre le voile d'ignorance à la citoyenneté.

Conclusion de l'analyse du premier argument

Le premier argument de Rawls porte sur la nature et l'application d'un principe de justice redistributive à l'échelle mondiale. La position de Rawls est simple. On ne peut appliquer un principe de justice redistributive à l'échelle mondiale parce qu'il n'a ni objectif ni seuil maximal, mais aussi parce que les inégalités ne sont pas toujours injustes. Il propose par contre un devoir d'aide pour aider les peuples entravés à atteindre un seuil d'organisation convenable.

Les critiques ont été virulentes. Elles ont presque toutes proposé des taxations internationales pour aider les plus démunis. Cependant, leurs propositions manquent de réalisme et restent vagues.

Les défenseurs de Rawls ont été efficaces. Ils l'ont appuyé en apportant les raisons autres que celles qu'il a proposées. Celle de Joseph Heath est remarquable, car elle montre comment Rawls est cohérent dans toute sa ligne de pensée.

Finalement, les critiques n'ont pas pu briser l'argument de Rawls. Nous n'avons pas encore trouvé, quant à nous, de bonnes raisons pour soutenir une quelconque partie.

Chap.4: Analyse critique de l'argument portant sur l'existence ou non d'une structure de base globale

A- Présentation de l'argument

Toute la théorie de Rawls se base sur le présupposé tenace de la non-existence d'une structure de base globale. Le monde de Rawls est un monde de cohabitation simple. Les peuples sont autonomes, autosuffisants, et libres. Ils partagent un même monde, mais ne dépendent pas les uns des autres. Rawls, est un Westphalien qui s'affirme.

En effet, le monde westphalien conçoit un État comme une entité avec deux critères :

- Il est plus ou moins autosuffisant et autonome économiquement et,
- il est politiquement homogène, avec des membres unis, sans différence politique interne.

Le premier critère implique qu'un État pourvoit aux besoins fondamentaux de sa population, qu'il produit et distribue les biens dans son territoire, jusqu'aux limites de ses frontières, fait ses propres choix économiques et demeure le seul responsable de sa propre situation économique.

Le deuxième critère vient du traité de paix d'Augsburg en 1555. Les dirigeants de chaque État avaient le droit de déterminer la religion de leur peuple. Avec le temps, ce droit s'était étendu jusqu'au niveau linguistique et d'une façon générale, au niveau culturel. Les États étaient donc considérés comme homogènes. Les conflits à l'intérieur des États n'étaient pas

vus comme étant du domaine de la loi internationale. Les minorités étaient invisibles et ignorées, voir même persécutées.

Les deux critères sont non seulement présents dans la théorie de Rawls, mais indispensables à la théorie. Buchanan le dit bien dans ses propres mots : « *both of the Westphalian assumptions are not only present in Rawl's moral theory of international law; they are also essential to it. They determine the content of the Law of Peoples, explaining the absence of principles of global distributive justice and of principles addressing intra-state conflicts.* »⁴⁷

La théorie internationale de Rawls considère le monde du point de vue westphalien lorsqu'elle présente les peuples comme autonomes, autosuffisants, politiquement unis, homogènes, et cohabitant avec d'autres peuples au niveau international. Elle est Westphalienne lorsqu'elle renforce un sentiment de non-ingérence dans les affaires internes entre les peuples et lorsqu'elle ignore l'existence d'une structure de base internationale. L'indépendance de chaque peuple est presque totale. Aucun principe de justice distributive ne peut donc être appliqué à l'échelle mondiale. Son application requiert une structure de base minimale.

Plusieurs défenseurs de Rawls s'alignent derrière cette vision. Mais ceux qui le critiquent trouvent cette vision dépassée. Pour eux, la structure de base globale existe déjà.

⁴⁷ Buchanan, Allen. « Rawls's Laws of people: rules for a vanished westphalian world », *Ethics*, 2000, Vol.110, No2, P.703

B- Les critiques

Un seul monde selon Peter Singer

Existe-t-il déjà une structure de base mondiale ?

Pour Peter Singer, plusieurs facteurs ont remis en cause l'idée de souveraineté traditionnelle des nations. Le monde d'aujourd'hui est en profonde mutation. Nous assistons à l'émergence d'une sorte d'État planétaire. Et ce processus est non seulement irréfutable et inéluctable, mais surtout irréversible. Habermas avait déjà donné plusieurs raisons qui laissaient croire à l'affaiblissement des États face à la mondialisation. Selon lui, la mondialisation affecte indéniablement la sécurité juridique et l'efficacité de l'État administratif, la souveraineté politique du territoire, et même l'identité collective des États-nations. L'interdépendance entre les États est, plus que jamais, ressentie par tous.

Selon Habermas, c'est à cause de plusieurs phénomènes comme la criminalité organisée, le trafic de drogues et d'armes, les évasions fiscales et les connexions commerciales étroites, que la sécurité juridique et l'efficacité administrative des États sont affaiblies, au profit des réglementations internationales. Les États nationaux ont perdu tout contrôle sur ces questions. Et c'est au niveau international que cette faiblesse se trouve compensée. La collaboration de tous les pays et la coordination des actions au niveau international sont nécessaires pour faire face à ces grands défis.

L'affaiblissement de la souveraineté politique du territoire se révèle encore de nos jours par le fait que les politiques nationales des États ne s'identifient toujours plus aux frontières

de leurs territoires. Le modèle Westphalien décrivant les relations internationales comme un système des États composés d'acteurs indépendants (les États-nations), qui, dans un environnement d'anarchie, prennent des décisions plus ou moins rationnelles en fonction de leurs intérêts n'est plus viable. Les États font attention aux conséquences que leurs politiques intérieures peuvent avoir sur les autres peuples. Un gouvernement voisin ne peut pas construire une centrale nucléaire à proximité d'une frontière, sans tenir compte des préoccupations des populations des autres pays indirectement concernés. Dans un monde dont les liens écologiques, économiques, et culturels sont de plus en plus étroits, les politiques nationales s'adaptent aux besoins des populations concernées, au-delà des frontières territoriales traditionnelles. « *Bien que la souveraineté et le monopole de la force détenu par l'État soient restés intacts, l'interdépendance accrue au sein de la société mondiale remet en cause la prémisse selon laquelle la politique nationale peut encore s'identifier au niveau territorial des frontières étatiques, autrement dit au destin effectif de la société nationale* »⁴⁸.

L'immigration et la présence des minorités ethniques et culturelles de plus en plus affirmée provoquent une remise en question de l'identité nationale collective jusque-là confondue aux cultures nationales communément admises. L'intégration de nouveaux éléments culturels venus d'ailleurs ne se fait pas sans heurts et provoque un affaiblissement de l'identité collective. Plusieurs sociétés sont en pleine mutation, et la redéfinition des identités collectives devient nécessaire. De nouvelles identités doivent apparaître. Des

⁴⁸ Habermas, *Après l'État-nation : une nouvelle constellation politique*. Fayard, Paris, 2000, P.60.

identités qui devraient être bâties sur la culture politique⁴⁹ et non sur la culture ethnique majoritaire.

Pour Singer, c'est le terrorisme, le réchauffement climatique, les enjeux économiques, et bien d'autres facteurs qui poussent le processus de mondialisation de l'avant, à une vitesse incontrôlée.

Avec le terrorisme par exemple, les attentats du onze septembre aux États-Unis ont montré qu'aucun État ne peut prétendre à l'invulnérabilité, et vivre à l'abri des mauvaises intentions des autres. Au lendemain de ce jour malheureux, les États-Unis et tout le reste du monde se sont rendus à l'évidence : nous ne sommes pas seuls, nous ne sommes pas séparés des autres. La paix et la sécurité d'une société se jouent désormais dans des contrées lointaines. Le monde devient un petit village. Les frontières ne valent presque plus rien. On les traverse pour traquer les terroristes. Il faut les neutraliser avant qu'ils ne commettent d'autres attentats. Mais la tâche n'est pas facile. Avec une facilité renversante, ces terroristes passent toutes les frontières, de l'Irak aux États-Unis, en passant par Paris et Ottawa, échappant à ceux qui les poursuivent. La chasse aux terroristes ressemble alors à un jeu de cache-cache dans un monde qui se révèle petit et unique. Le danger paraît provenir de partout, en tout temps, dans un monde intégré où la sécurité amène à voir toute la planète comme un seul et même État. *«Terrorism has made our world an integrated community in a new and frightening way»*⁵⁰.

⁴⁹Voir Habermas. *«Citizenship and national identity: Some reflections on the future of Europe»*, in, Cambridge, MIT press, 1996.

⁵⁰ Singer, Peter : *One world, the ethics of globalization*, Yale university Press, 2002

Les progrès technologiques aussi poussent à l'intégration planétaire. Avec l'internet, les médias et les téléphones, le monde s'est grandement rapproché. Les images nous arrivent du monde entier en quelques fractions de seconde. On assiste, en direct, à des révolutions, des manifestations et des événements comme si cela se passait juste derrière le mur de notre maison. La notion de distance est oubliée. Et le fait que cela se passe dans d'autres pays n'empêche pas les gens à sortir dans la rue pour soutenir ceux qui vivent réellement les événements. Nous avons alors, grâce à internet et aux réseaux sociaux comme Twitter ou Youtube, suivi heure par heure les protestations des partisans de l'opposition après la victoire controversée de Mahmoud Ahmadinejad aux dernières élections présidentielles en Iran. Nous avons tous été témoins de la descente dans les rues de Téhéran des partisans de l'opposition, de la répression qui s'en est suivie et, surtout, de la mort tragique de Neda⁵¹. Les images de la mort de cette jeune fille atteinte d'une balle à la gorge, agonisant dans son sang, ont fait le tour du monde et sont encore disponibles sur Youtube. En quelques heures, cette jeune étudiante inconnue était devenue le symbole de la résistance iranienne contre un régime qualifié de totalitaire. Et l'indignation suscitée par ces images a donné lieu à une pluie de condamnations sévères du régime de Téhéran de la part de la communauté internationale. La technologie a réussi à apporter le monde entier dans nos maisons et le sentiment de vivre dans une communauté mondiale en est sorti grandi.

Au terrorisme et à la technologie s'ajoutent le réchauffement climatique et ses conséquences. Si, jusqu'au milieu du 20^e siècle, l'action humaine était considérée comme n'ayant presque pas de conséquences graves sur la nature, les données actuelles révèlent

⁵¹ Une jeune partisane de l'opposition iranienne morte lors d'une marche de protestation à Téhéran. Elle avait 20 ans.

autre chose. La planète se réchauffe, les eaux et l'air sont pollués et la vie humaine est menacée. Certaines prédictions fatalistes annoncent la fin de toute vie humaine sur terre d'ici un siècle. Et pour cause : la cupidité humaine et le progrès scientifique non maîtrisé. Face à une telle situation, toute la planète se mobilise. Il faut agir. À Kyoto se sont retrouvés tous les décideurs de la planète. L'heure n'est plus aux individualismes. Chacun doit faire ce qu'il faut pour sauver la planète, sauver l'humanité, nous sauver de nous-mêmes. Bien sûr que toutes les décisions prises à Kyoto n'ont toujours pas été appliquées à la lettre et que des discussions n'ont pas cessé depuis pour savoir comment combattre efficacement le réchauffement climatique, mais une fois encore, nous avons assisté à une autre tentative d'action collective des États.

Tous les États du monde sont maintenant conscients du fait que leurs frontières physiques ne valent presque rien devant de grands phénomènes qui touchent la nature. La pollution atmosphérique, par exemple, nous montre comment une action menée par un État souverain sur son territoire peut causer des dommages considérables à des individus d'autres États. Personne ne contrôle le mouvement de l'eau ou de l'air. Aujourd'hui encore l'Indonésie compte poursuivre l'Australie pour pollution d'eau⁵². L'Australie exploite le pétrole en mer sur son propre territoire. Mais une petite fuite a laissé échapper une quantité de pétrole brut qui s'est propagée jusque dans les eaux partagées avec l'Indonésie. Voilà pour la petite histoire.

⁵² Information relayée par la Radio France Internationale, 24 juillet 2010 (www.rfi.fr)

La fuite du pétrole brut causée par la compagnie BP (British Pétroleum) dans le golfe du Mexique aux États-Unis aurait une tout autre allure si ces eaux polluées avaient traversé les frontières mexicaines.

Il y a aussi les gaz polluants. Un avion qui quitte Ottawa pour Londres produit une quantité de gaz polluant qui affectera non seulement la vie des Canadiens, mais aussi celle des citoyens vivant dans des coins reculés de la planète.

Les souverainetés traditionnelles des États se retrouvent de plus en plus banalisées avec les problèmes que cause la pollution de la nature. *«That seemingly harmless and trivial human actions can affect people in distant countries is just beginning to make a significant difference to the sovereignty of individual nations»*.⁵³

Le développement réel d'une économie planétaire favorise aussi l'intégration planétaire. L'O.M.C, l'organisation mondiale de commerce, a joué un rôle déterminant dans ce processus. Elle reste toutefois l'institution la plus critiquée dans son action pour la mondialisation. *«If there is one organization that critics of globalization point to as responsible for pushing the process onward-and in the wrong way- it is the World Trade Organisation»*⁵⁴ . Même si sa fonction a toujours été de superviser et de structurer le commerce mondial, on reproche à l'O.M.C d'être antidémocratique. Les experts décident des directives à suivre et les imposent souvent aux pays faibles en épargnant les pays fortunés. Un pays comme les U.S.A peut subventionner son agriculture, protéger son marché en surtaxant les produits importés sans provoquer de vives réactions de l'O.M.C,

⁵³ Singer, Peter, *Op.Cit*, p.51

⁵⁴ *Ibid*, P.51

qui passe son temps et son énergie à sommer les pays faibles à ouvrir plus grands leurs marchés aux produits américains. Certaines critiques dépeignent cette organisation comme un des leviers du pouvoir de l'impérialisme occidental.

On lui reproche également de faire accroître les inégalités dans le monde, d'éroder la souveraineté nationale en contraignant certains États à adopter des politiques économiques parfois inadéquates, et de placer les considérations économiques avant les droits humains, animaux et environnementaux.

Mais au-delà de ces critiques, il reste un fait que nul ne peut renier : il existe une structure mondiale qui régit la politique commerciale planétaire et qui a autorité sur les États souverains.

L'autre facteur qui prouve l'existence réelle d'une structure de base internationale est l'établissement des lois communes et d'une cour pour la justice internationale. Si le monde d'hier était animé par le principe de non-ingérence dans des affaires internes, le monde d'aujourd'hui ne tolère plus les crimes de masse et les génocides pouvant se dérouler dans des pays souverains. Une cour à compétence internationale existe déjà : la CPI, la cour pénale internationale, dont la mission première est de passer en justice les auteurs de crimes graves. Cette cour peut lancer des mandats d'arrêt internationaux, même aux chefs d'États souverains, considérés comme criminels. Omar El Béchir, en est l'exemple idéal actuel⁵⁵.

⁵⁵ Omar El Béchir, président en exercice de la République du Soudan accusé de crimes de guerre et génocide. Un mandat d'arrêt international pèse contre lui depuis plus d'une année.

Plusieurs crimes sont universellement condamnés. Et des conventions pullulent de tous les côtés. Convention contre la torture, convention pour la protection de l'enfant, convention contre l'utilisation d'armes jugées dangereuses lors d'une guerre, etc.

Nous assistons en même temps à des manifestations indiscutables de la conscience de la communauté mondiale. Nous développons de plus en plus une conscience d'obligation envers nos semblables, surtout en moment de crises. Les exemples sont innombrables, mais arrêtons-nous à la démonstration de la générosité générale après de grands désastres. Au lendemain du Tsunami de Décembre 2004 en Asie du Sud, une cotisation et une levée de fonds mondiale sans précédent ont surpris tout le monde, le secrétaire général des Nations-Unis n'a pu s'empêcher d'exprimer publiquement son émerveillement. Le même phénomène s'est produit au lendemain du tremblement de terre à Haïti. Cette générosité internationale illustre la conscience communautaire du monde actuel.

Mais ce n'est pas qu'au moment des désastres que cette conscience s'illustre. Même en temps ordinaire, les rapports entre États sont affectés par cette conscience, qui se révèle également dans des programmes de coopération internationale appliqués dans la plupart des établissements scolaires et centres sociaux, et dans des programmes d'aide pour les pays en développement. On parle aujourd'hui d'une *Communauté internationale*, une entité encore floue qui, tantôt se confond aux Nations-Unis, tantôt s'en départit, mais qui est un groupe d'États représentant la communauté mondiale. Cette communauté internationale intervient, avec l'aide des organes internationaux, pour demander des sanctions contre certains pays. On entend alors que la communauté internationale fait appel au conseil de sécurité des Nations-unies et demande que des sanctions s'appliquent contre tel ou tel pays pour telle ou telle raison. Elle intervient parfois pour discuter de l'aide au

développement pour les pays faibles ou pour demander une réforme générale des Nations-Unis comme de nos jours.

Plusieurs autres actions ou institutions prouvent à suffisance l'existence de cette conscience : les vagues d'opérations contre les épidémies, l'élaboration des objectifs collectifs à atteindre, les objectifs du millénaire, le travail des institutions comme l'Unicef, l'UNESCO...

L'existence d'un seul monde ne fait plus aucun doute. Et même si certains pays ont plus d'affinités que d'autres, la conscience de la communauté mondiale se manifeste indiscutablement. La question qui reste à se poser est celle de savoir jusqu'où mènera cette intégration, si une gouvernance globale est possible, ou souhaitable.

Pour Peter Singer, *«to rush into world federalism would be too risky, but we could accept the diminishing significance of national boundaries and take a pragmatic, step- by- step approach to greater global governance»*⁵⁶.

⁵⁶ Singer, Peter, *Opcit*, P.200

Critique de Buchanan

Buchanan va centrer sa critique sur le fait qu'une structure de base globale existe déjà.

Il appuie d'abord les critiques qui trouvent que la théorie internationale de Rawls constitue une trahison du libéralisme en accordant une légitimité à des régimes inégalitaires qui privent certaines catégories de leurs populations des droits essentiels, comme le droit à l'éducation, ou à l'égalité des chances pour l'emploi pour les femmes. Mais aussi à d'autres critiques qui affirment que les représentants des peuples, dans la théorie de Rawls, risquent de choisir seulement les principes qui reflètent le point de vue officiel de la société, sans donner voix aux opposants ou aux minorités.

En fait, la théorie de Rawls ne tient pas compte des dynamiques internes au sein des peuples. Pogge l'a bien montré dans sa critique. Les minorités sont ignorées, leurs droits bafoués jusqu'à une certaine mesure sans aucune conséquence prévisible. Rawls ne donne aucune garantie aux minorités.

Mais le problème est bien plus profond que cela. Pour Buchanan, le malaise est causé par plusieurs points présentés dans la théorie. D'abord l'idée de promulguer des principes qui ne s'appliqueraient qu'aux peuples et non aux individus est inadéquate. Dans le monde d'aujourd'hui, les individus se déplacent d'une société à l'autre. Les peuples sont très mobiles. Ils accueillent et voient partir régulièrement des membres. Les principes qui spécifient les droits de chaque individu, peu importe la société à laquelle ils appartiennent,

deviennent nécessaires. “*Principles for individuals as individuals are necessary*”⁵⁷ C’est une condition importante pour qu’une théorie morale internationale soit adéquate. Rawls ne touche pas ce point capital de la justice internationale. Il propose des principes pour les peuples et non pour les individus. Et d’ailleurs, qu’entend-il par peuple? La définition qu’il donne est simplement confuse. Il va prendre beaucoup de temps à faire une distinction entre peuple et État. Il définit un peuple comme un groupe compact et homogène d’individus unis par une sympathie commune, partageant un même sens de justice et une même conception du bien, et politiquement organisés en véritable État. La seule chose qui distingue un peuple d’un État tel qu’on le conçoit traditionnellement est sa souveraineté limitée. Un peuple ne peut pas aller à la guerre pour simplement réaliser sa politique, comme le ferait un État. Il rencontre aussi certaines exigences en matière des droits de l’homme dans des affaires internes, alors qu’un État est libre de disposer de sa population comme il l’entend. Bref, la distinction que Rawls fait entre un peuple et un État se résume au degré de souveraineté dont dispose l’entité politique.

Mais ce que Rawls ne voit pas selon Buchanan, c’est que le monde a évolué. Et que les États actuels n’ont plus de souveraineté illimitée. Après la Deuxième Guerre mondiale et la création de l’O.N.U, une sorte de structure globale avec des règles internationales qui déterminent le pouvoir de l’État s’est organisée. L’État n’a plus le droit d’entrer en guerre sauf en cas de légitime défense. Il ne peut plus traiter sa population comme il lui plait sans rendre des comptes à la commission internationale des droits de l’homme et à la CPI (cour pénale internationale). En plus, la population d’un État est généralement constituée de

⁵⁷ Buchanan, Allen. « Rawls’s Laws of people: rules for a vanished westphalian world », *Ethics*, 2000, Vol.110, No2, P.698

plusieurs groupes de populations différentes qui parfois entrent en conflit. Le monde d'aujourd'hui a deux réalités :

- il existe déjà une structure de base globale et
- les populations d'un État ne sont pas des peuples au sens de Rawls, mais une collectivité de groupes et de peuples parfois différents.

Rawls s'est arrêté à la vision westphalienne du monde. Il n'a pas tenu compte de ces deux faits importants du monde actuel

Et le fait d'avoir ignoré ces deux réalités explique l'absence des principes de justice distributive internationale, et celle des principes qui s'appliqueraient dans des situations de tension entre groupes dans des États.

Finalement, conclut Buchanan, les principes de justice internationale de Rawls ne sont que des règles de conduite entre États, "...a set of rules for a vanished Westphalian world..."⁵⁸.

Un autre point exige d'être observé de près. En présentant le peuple comme uni dans sa culture politique, la théorie de Rawls n'inclut pas de références explicites à des conflits politiques internes. Il place les problèmes de conflits internes en dehors des préoccupations internationales. Pourtant, les conflits internes sont fréquents dans les sociétés actuelles, et sont l'une des principales préoccupations de la communauté internationale. Pour Buchanan, Rawls a ignoré ces conflits internes parce qu'il a été coincé dans sa propre théorie. Lorsqu'il décrit le peuple comme un groupe unifié par une profonde adhésion à la conception de l'ordre public, sa théorie n'a pas eu le choix. Il a fallu passer outre le problème de division à l'intérieur de l'État. Mais les populations dans les États ne sont pas homogènes et unifiées.

⁵⁸ *Ibid*, p.701

Elles sont faites de collectivités et de groupes qui demandent parfois des droits spécifiques allant jusqu'à revendiquer une certaine autonomie. Rawls abandonne à eux-mêmes tous les peuples en minorité. La conception de peuple de Rawls s'arrête à ceux qui ont un État et non à ceux qui aspirent à en avoir. Son principe d'autodétermination ne s'applique qu'à ceux qui ont déjà un État et non à ceux qui aspirent en avoir. Ainsi, "*Rawls's Law of Peoples, in both its ideal and nonideal versions, has nothing to say about important intrastate conflicts.*"⁵⁹ L'inadéquation de la théorie de justice internationale de Rawls par rapport aux conflits actuels, et à venir, est flagrante.

La structure de base globale existe déjà. Les peuples du monde ont conscience de leurs interdépendances et coopèrent de plus en plus. Toute la littérature actuelle se réfère à cette structure de base globale dans des termes variés comme globalisation, mondialisation, village planétaire... Les institutions de cette structure de base sont aussi connues de tous : F.M.I (fonds monétaire international), l'O.N.U et ses institutions parallèles, les institutions régionales, continentales, etc. Pour Buchanan, la théorie de justice internationale de Rawls doit donc inclure les principes de justice distributive, et ce, pour deux raisons : premièrement parce que la structure de base mondiale existe déjà, et ensuite parce que les raisons qui ont amené à appliquer ces deux principes dans la justice domestique restent valables au niveau international. " (1) *there is a global basic structure, and (2) the same reasons Rawls adduces in A Theory of Justice for framing principles of distributive justice for the domestic basic structure also require principles for global basic structure.*"⁶⁰

⁵⁹*Ibid*, p.720

⁶⁰*Ibid*, p.713

L'existence d'une structure de base planétaire ne fait plus aucun doute selon Buchanan. Elle peut permettre d'appliquer le principe de justice distributive à l'échelle mondiale, indépendamment des différences des systèmes sociaux du monde. Si le choix leur était donné, les représentants des peuples dans la position originelle choisiraient l'application de ces principes à l'échelle mondiale pour sécuriser leurs peuples et maintenir une relative égalité entre les individus. Ils auraient tous voulu avoir les mêmes chances de jouer un rôle important dans la structure de base globale déjà existante, et à occuper des positions importantes.

Conclusion de l'analyse du deuxième argument

Pour avoir ignoré les deux faits importants, à savoir : le fait qu'il existe déjà une structure de base globale, et le fait que les populations des États ne sont pas des peuples (au sens Rawlsien), mais une collection de différents groupes qui entrent parfois en conflit, Rawls n'a pas vu la nécessité de mettre en place des principes pour une justice distributive et pour la gestion des conflits internes. Pour Buchanan, sa théorie demeure inadéquate et ne peut nous permettre de mettre en place une société mondiale plus juste.

L'apport de Peter Singer est très précieux. Son observation est absolument vraie. L'existence d'une organisation mondiale qui peut être considérée comme une structure de base minimale n'est plus à discuter. Ignorer ce fait peut mener à une analyse inexacte de l'état actuel du monde, et à des conclusions inadéquates. Le monde de Rawls est en voie de disparition.

Les contributions de Peter Singer et de Buchanan ont clairement montré que l'argument Rawlsien portant sur la non-existence d'une structure de base mondiale n'a aucune consistance. Le drame de Rawls est qu'aucun de ses défenseurs n'a essayé de renforcer son idée de l'inexistence de la structure de base internationale par de nouveaux arguments. Ils ont tous bâti leur défense en adhérant à l'idée de la non-existence de la structure de base mondiale. Aujourd'hui, nul ne peut ignorer l'existence d'une communauté internationale soutenue par des institutions efficaces.

Mais une question mérite d'être posée après les interventions de Buchanan et Peter Singer. Si la structure de base mondiale existe, est-elle similaire à celle d'une société interne libérale pour que les principes de Rawls soient applicables? Sinon, alors la recherche d'autres

principes s'impose. Mais il est toujours possible de trouver un principe de justice distributive qui puisse convenir à une société internationale, peu importe la nature de sa structure de base.

Chap.6 : Analyse critique de l'argument portant sur la responsabilité des peuples à l'égard de leur développement

A- Présentation de l'argument

Rawls justifie son refus d'appliquer un principe de justice distributive à l'échelle internationale en affirmant que les causes de la pauvreté des peuples résident dans une culture politique et sociale capable de soutenir un véritable développement. Selon lui, en changeant de culture, un pays peut surmonter toutes les entraves et se développer. Il le précise bien dans sa théorie de la justice internationale. « *Les causes de la richesse d'un peuple ainsi que celles des formes qu'elle prend résident dans sa culture politique et dans les traditions religieuses, philosophiques et morales qui confortent la structure de base de ses institutions politiques et sociales* »⁶¹. Obliger les pays riches à verser indéfiniment une partie de leur richesse aux pays pauvres, à travers l'application d'un principe de justice distributive est inapproprié. C'est en les accompagnant dans leur changement de culture qu'on pourra les aider efficacement.

Plusieurs travaux viennent appuyer l'idée de Rawls sur les causes de la pauvreté d'un peuple. David Landes⁶² arrive presque aux mêmes conclusions dans son livre sur la question de la richesse et de la pauvreté des nations. Les politiques économiques et sociales, la culture du travail et l'éducation sont les principales causes de richesse ou de pauvreté des nations. Les

⁶¹ John, Rawls, *Op.Cit*, P.133

⁶² Voir David Landes. *Richesse et pauvreté des nations*

travaux d'Amartya Sen⁶³ et de Jean Dreze⁶⁴ montrent par exemple que la culture économique et les guerres civiles sont les principales causes des grandes famines dans le monde. Dambisa Moyo, une jeune économiste, a étudié le cas de certains pays d'Afrique. Dans son livre intitulé *Dead aid*, elle pose des questions qui causent des remous : l'Afrique a reçu en cinquante ans une aide deux fois plus que celle qu'a reçu l'Europe après la deuxième Guerre Mondiale avec le plan Marshall, pourquoi le développement significatif tarde à venir? Où est parti tout cet argent? Son analyse amène à de fâcheuses conclusions: mauvaises politiques économiques, incompétences des leaders politiques, corruption et détournement de fonds, mauvaise foi des donateurs à tel point que cette aide a ressemblé à un cadeau empoisonné, etc. Il est clair que la culture sociale et politique se révèle déterminante pour le développement d'un peuple.

Mais quelle place pour les ressources naturelles dans la richesse des pays?

Une place négligeable selon Rawls. Les discussions sur les rapports entre les ressources naturelles et la prospérité économique sont toujours d'actualité. Les experts du sujet reconnaissent tous que les institutions sociales et les politiques économiques jouent un rôle très déterminant pour la stabilité et le développement d'un pays. Les pays qui possèdent de bonnes institutions ont un niveau de vie moyen supérieur à celui des pays dont les institutions sont de piètre qualité, même lorsque ces derniers sont dotés en ressources naturelles. Une redistribution des richesses, à travers l'application d'un principe de justice distributive à l'échelle internationale, ne suffit certainement pas pour combattre la pauvreté et les inégalités dans le monde.

⁶³ Voir Amartya Sen. *Poverty and Famines*

⁶⁴ Voir Jean Dreze. *Hunger and Public action*.

Rawls semble donc avoir raison de penser que la culture politique et la stabilité des institutions expliquent les inégalités du monde. Mais il existe des auteurs qui sont convaincus que les inégalités du monde d'aujourd'hui ne sont pas causées par un manque de culture quelconque chez certains peuples. Elles sont la conséquence d'une injustice historique. Une longue injustice systémique qui ne cesse de se perpétuer.

B- Les critiques

Pogge et les causes historiques des inégalités

Pour Pogge les causes des inégalités ne se trouvent pas dans les différences de culture politique et sociale des peuples. Elles sont la conséquence d'une histoire violente entre les États. *«Many believe that the radical inequality we face can be justified by reference to how it evolved, for example through differences in diligence, culture, and social institutions, soil, climate, or fortune. I challenge this sort of justification by invoking the common and very violent history through which the present radical inequality accumulated »*⁶⁵. Les exploitations historiques telles que la colonisation et l'esclavage ont donné lieu d'une part à l'accumulation des biens dans la plupart des pays riches et d'autre part, à l'appauvrissement des États victimes. Cette accumulation, et cet appauvrissement se sont transmis de génération en génération jusqu'à nos jours, pour donner naissance à un monde fait d'inégalités.

Aujourd'hui les pays avantagés par l'histoire monopolisent les prises des décisions au sein des institutions internationales et imposent l'application des politiques économiques internationales injustes qui confortent leur position dominante. De ce fait, l'accumulation des capitaux par les pays avantagés se perpétue et s'accroît au détriment de plusieurs peuples à travers ces institutions internationales partagées. Réfléchir sur les inégalités dans le monde c'est réfléchir sur le système qui perpétue ces inégalités. Un système contrôlé par les pays les plus puissants de la planète, et qui est impliqué dans l'appauvrissement d'une partie de la population mondiale. *«Global institutional arrangements are causally implicated in the reproduction of massive severe poverty. Governments of our affluent countries bear primary*

⁶⁵ Tomas, Pogge. World Poverty and Human Rights, P. 11

*responsibility for these global institutional arrangements and can foresee their detrimental effects».*⁶⁶ .

Pogge ajoute que la position dominante des pays avantagés par l'histoire ne permet pas seulement de maintenir un système économique international qui leur est favorable. Elle leur donne la possibilité d'utiliser autant de ressources dont dispose notre planète sans tenir compte des autres peuples. *«Currently, appropriation of wealth from our planet is highly uneven. Affluent people use vastly more of the world's resources, and they do so unilaterally, without giving any compensation to the global poor for their disproportionate consumption»*⁶⁷

La raison avancée par Rawls qu'il manquerait une vraie culture de développement chez les peuples pauvres ne peut pas justifier les inégalités du monde d'aujourd'hui. Pogge présente plutôt trois principales causes aux inégalités du monde actuel: *« the effects of shared institutions, the uncompensated exclusion from the use of natural resources and the effects of a common and violent history»*⁶⁸ . Ce n'est qu'en s'attaquant à ces trois causes que l'on peut résoudre définitivement la question des inégalités du monde.

Mais la question qui nous importe est celle de savoir si toutes ces raisons peuvent justifier l'application d'un principe de justice redistributive. Il semble que non. Chauvier avait bien répondu à cette question. Les effets historiques ne peuvent justifier l'application d'un

⁶⁶ Tomas, Pogge. *World poverty and Human rights: Cosmopolitan responsibilities and reforms*, Cambridge, Polity, Press, 2002 , P. 13

⁶⁷ Tomas Pogge, «Eradicating Systemic Poverty: brief for a global resources dividend», in, *Journal of Human Development*, Vol. 2, No. 1, 2001, P.63

⁶⁸ *Ibid*, P.61

principe de justice redistributive permanent. Les peuples opprimés dans le passé peuvent demander des mesures correctives.

Si l'intervention de Pogge peut briser l'argument de Rawls, celui de penser que la pauvreté est causée par un certain manque de culture politique et sociale et que la meilleure manière d'aider les peuples entravés c'est de les encourager à changer leur culture, elle ne justifie pas l'application d'un principe distributif à l'échelle internationale. Elle peut aider à plaider en faveur d'un traitement spécial pour les peuples victimes historiques, pas pour l'instauration d'une justice permanente.

Thomas Nagel : le système international comme source des inégalités dans le monde

Nagel qualifie de *radicale* la situation d'inégalité du monde actuel. Une inégalité particulière qui se caractérise par une extrême pauvreté d'une part et une insolente richesse d'autre part. Là où règne l'extrême pauvreté, les besoins les plus essentiels sont manquants. On meurt de malnutrition ou de manque de médicaments. La vie elle-même se réduit à la survie tandis qu'on assiste à un gaspillage révoltant de biens dans les pays riches où les gens s'adonnent à des extravagances inimaginables, à des dépenses gigantesques pour des plaisirs dont on peut se passer. Pour Nagel, il y a bien quelque chose d'anormal dans cette sorte d'inégalité déjà extrême, et qui ne cesse de s'accroître. Elle n'est pas simple et naturelle. Elle doit résulter d'une évidente et exécrationnelle injustice internationale.

Dans sa démarche, il développe des arguments pour mettre en exergue l'invisible injustice qui rampe et sous-tend cette inégalité. Il affirme que par-delà les effets historiques : les différences nées de la colonisation et des exploitations historiques, l'insistante existence de cette inégalité radicale dans le monde est la marque d'une injustice structurelle mondiale continue. Ces inégalités auraient bel et bien existé même sans les conséquences d'une histoire trouble, puisque les mécanismes internationaux et les postures que divers pays entretiennent créent et renforcent l'injustice.

L'économie internationale par exemple est foncièrement injuste lorsqu'elle permet que des milliards de personnes souffrent de famine chronique tandis que la production alimentaire mondiale actuelle peut permettre à chaque être humain de se nourrir adéquatement. Personne

ne vole chez l'autre, les inégalités résultent automatiquement du jeu de l'offre et de la demande. La redistribution de la production mondiale est injuste. Et avec elle, tout le système économique mondial. *«The position I want to defende is that even if it doesn't involve anyone's doing anything wrong , the system that permits this outcome is still morally objectionable»*⁶⁹. Les États interagissent et commercent entre eux sur des bases injustes. Les fortes économies déferlent sur les États fragiles sur la base du libre marché international, et détruisent les fondations économiques encore naissantes et fragiles de ces pauvres États. Elles envahissent les marchés locaux, cassent les prix, détruisent les petites entreprises locales qui ne peuvent rentrer en compétition avec de grandes multinationales. Elles sèment la pauvreté et renforcent les inégalités entre États, sous la bénédiction des institutions internationales existantes.

Mais quelles solutions pour ce problème?

Aujourd'hui, les États nantis mettent en place des politiques d'aide aux pays défavorisés. Les citoyens n'hésitent plus à organiser des levées de fonds ou à créer des organisations de coopération internationale pour participer au développement des États défavorisés. Mais tous ces actes sont animés par ce que l'on peut appeler par « devoir de charité », qui s'impose lorsque devant soi se trouve quelqu'un dans une situation de désastre. Et ce devoir de charité n'est pas une solution satisfaisante à la question des inégalités dans le monde. Une profonde critique morale des institutions internationales est à faire, surtout lorsqu'elles servent de véhicules pour reproduire génération après génération ces inégalités.

⁶⁹ Thomas Nagel. *Poverty and food : why charity is not enough*, New-york, 1997

Nagel propose une révision des institutions mondiales et l'application d'une politique de redistribution des richesses. Dans des sociétés riches, les institutions ont été organisées pour que chaque citoyen puisse avoir le minimum nécessaire à la vie. Des politiques de redistributions de richesse variées ont été mises en place pour éviter un laisser-aller qui aurait mené à de graves inégalités internes. De telles politiques seraient convenables au niveau global. *«It seems in any case that charity is a poor instrument for the achievement of substantial equality, and that alternative institutional arrangement would be required»⁷⁰.*

Plusieurs auteurs ont proposé l'instauration d'une taxe mondiale pour favoriser la redistribution des richesses. Nagel, lui, constate les problèmes pratiques que pose l'application d'une telle taxe. Comment contraindre tous les États de la planète à payer une taxe mondiale, alors que le système actuel reconnaît à chaque État la souveraineté et le droit absolu d'exploiter ses propres richesses, les vendre et les utiliser sans rendre des comptes? Comment les amener à adhérer à cette idée, et surtout à être sûr que tous les États respectent leurs engagements? Il faudra l'imposer, même s'il est généralement reconnu qu'un système de taxation internationale est bénéfique pour tout le monde. Les États actuels ne sont pas prêts à y adhérer de cœur joie.

À défaut d'une politique mondiale de redistribution, Nagel se résigne à encourager l'aide publique au développement, la charité. Elle reste la seule solution réaliste de nos jours, même si elle est insuffisante. Des arrangements efficaces qui impliqueraient une volonté générale pour mettre sur pied un système universel faisant de la redistribution des richesses le but principal sont nécessaires. *«Perhaps someday such a system will exist. But still then,*

⁷⁰ *idem*

there is much to be done to ameliorate the worst effects of those radical inequalities that are produced by the unimpeded operation of the international market economy».⁷¹

On ne peut pas imposer une taxe internationale aux États du monde s'ils n'en veulent pas. Et en même temps, on ne peut attendre que les consciences évoluent sans rien faire. Les plans d'aide au développement, c'est-à-dire, la charité des économies fortes pour les États faibles reste la seule solution réalisable, bien qu'insuffisante, pour combattre les inégalités dans le monde.

Pour Nagel, le système mondial est injuste. Les échanges entre les États sont déséquilibrés. Il plaide pour une critique ou même une révision de la structure des institutions internationales. Mais, tout cela justifie-t-il l'application d'un principe de justice redistributive à l'échelle mondiale?

⁷¹ *Idem*

Conclusion de l'analyse du troisième argument

Le débat sur les causes des inégalités dans le monde n'est pas fini. Il n'y a donc pas de conclusion définitive à cette question. Nous pouvons voir que le manque de culture politique et sociale idéale ne peut être considéré comme la seule cause de la pauvreté des peuples. Les causes historiques sont aussi à examiner sérieusement. Elles peuvent être admises parmi les causes de la pauvreté d'un peuple.

Mais, ces causes historiques ne justifient pas l'application d'un principe de justice internationale à l'échelle internationale. Les peuples meurtris ont besoin, non d'un principe de justice distributive permanente, mais de mesures pour réparer les séquelles historiques. Stephane Chauvier parle de *mesures correctrices et compensatoires*⁷² pour les peuples et les états opprimés dans le passé. Le devoir d'aide que Rawls propose peut bien jouer ce rôle et permettre de réparer les conséquences néfastes de l'histoire. Rien ne justifie l'application d'un principe de redistribution permanent.

L'existence ou la perpétuation d'un système international injuste que nous fait voir Nagel ne justifie pas non plus l'application d'un principe de justice distributive à l'échelle mondiale. Elle appelle certainement à des réformes profondes de toutes les institutions internationales pour donner à tous les peuples la place qui leur revient, et rendre le monde plus juste. Mais elle n'appelle pas à l'application obligatoire d'un principe de justice distributive. C'est peut-

⁷² Voir Stephane Chauvier. *Op. cit.*

être l'existence d'un tel système injuste qui a amené Rawls à proposer une théorie de justice internationale en deux parties : une partie idéale et une partie non idéale qui tient compte de ces inégalités.

Toutefois, les critiques de Nagel et de Pogge ont montré que les causes de la pauvreté sont nombreuses. On ne peut indexer un facteur particulier et le présenter comme la cause principale de la pauvreté des peuples. Le manque de culture politique et sociale idéale est peut-être un des facteurs importants de la pauvreté. Mais il ne peut être le seul. L'argument de Rawls portant sur la responsabilité des peuples par rapport à leur développement est ébranlé. D'autres raisons doivent être apportées pour montrer en quoi les peuples sont responsables de leur propre pauvreté.

Conclusion Générale

On constatera d'abord que dans notre exposé, il y a plus d'auteurs qui revendiquent une redistribution des richesses que ceux qui la rejettent. Cela illustre objectivement la direction que prend ce débat dans le milieu académique. La question est encore discutée de nos jours et même les positions de Pogge, Buchanan et tous les autres commentateurs et critiques, ont été à leur tour critiquées et commentées. Plusieurs autres points, tournant autour de cette question, font état de graves discussions : quel facteur entre les ressources naturelles et les institutions est décisif dans le développement d'un pays? Le monde est-il plus interdépendant qu'avant? Existe-t-il vraiment une structure de base globale? Et chaque réponse apporte une nouvelle lumière à la problématique principale. Nous nous sommes tenus dans ce travail à l'étude de la thèse de Rawls sur le principe de justice redistributive à l'échelle internationale.

Nous avons vu, tout le long de cet exposé, comment les défenseurs de Rawls ont soutenu ses positions en apportant de nouvelles raisons. En affirmant que Rawls aurait trahi sa propre ligne de pensée politique s'il avait intégré un principe de justice redistributive dans sa théorie de la justice internationale, Joseph Heath a donné un second souffle à la position de Rawls. Le refus d'appliquer ce principe de justice à l'échelle mondiale s'est renforcée avec cette intervention.

Michael Blake a joué le même rôle que Joseph Heath. Il a essayé de justifier autrement la thèse de Rawls. Un État est constitué d'un système légal de droits et devoirs qu'il exerce sur sa population, dit-il. Et le principe de justice distributive vient avec ces droits et devoirs. Pour appliquer un principe de justice distributive à l'échelle mondiale, il faut un système de devoirs et droits appliqué à toutes

les populations de la planète, soutenu par un gouvernement mondial. Mais l'existence de ces droits et devoirs communs implique-t-elle nécessairement celle d'un gouvernement mondial? Michael Blake n'est pas convaincant sur ce point.

Stéphane Chauvier a présenté cinq conditions qui, selon lui, devraient déterminer si un principe distributif serait justifié. Parmi ces conditions il y a la condition d'interdépendance ou d'exploitation coopérative qui stipule qu'il y a justice redistributive lorsque les parties concernées ont une source commune de dotation de biens. Or, selon Chauvier, les États n'ont aucune source de dotation commune. Chacun exploite ses ressources sans tenir compte des besoins de l'autre. Un principe de redistribution de richesse n'est donc pas nécessaire au niveau international.

Là encore une question se pose. La nature, la planète, peut-elle être considérée comme source commune de dotation? Si oui, dans quelle mesure?, sinon, pourquoi pas?

Rawls a reçu un soutien remarquable de la part de ces trois principaux auteurs. Mais cela n'a pas porté atteinte à la pertinence des critiques des tenants de la justice distributive.

A leur tour, les tenants de la justice distributive attaquent Rawls en négligeant un point essentiel : la nécessité d'une structure de base juste pour une société internationale juste. Une justice distributive telle que décrite par Pogge, Buchanan, Barry, et Steiner est acceptable lorsqu'on prend le monde tel qu'il est de nos jours. C'est ce qu'ils font dans leurs réactions d'ailleurs. Ils prennent le monde tel qu'il est. Mais Rawls demande de mettre d'abord sur pied une structure de base juste. La justice de Rawls ne s'applique pas au monde tel qu'il est. Elle ne s'applique que lorsque la structure de base est déjà en place, et que les peuples prennent, en quelque sorte, un nouveau départ. Il y a donc un déphasage de vue entre eux. La critique la plus pertinente sera celle qui prendra Rawls dans son propre monde, c'est-à-dire,

celle qui montrera qu'une justice distributive s'impose même dans une structure de base globale juste proposée par Rawls. Ce que les critiques n'ont pas pu faire jusqu'ici.

Aussi, aucune critique n'a présenté une théorie sérieuse comme alternative à celle de Rawls. La plupart de leurs propositions ont manqué de considérations pratiques. Elles ont perdu leurs valeurs lorsqu'est venu le moment de penser à leurs applications possibles. Leurs propositions sombrent dans les marécages qui séparent la théorie de la pratique.

Notre intention dans ce travail était d'évaluer les arguments de Rawls pour juger leur consistance. L'analyse critique de chaque argument a montré que la thèse de Rawls n'est pas solidement argumentée.

Le premier argument portant sur la nature d'un principe de justice redistributive survit grâce au manque de seuil maximal et d'objectif de ce principe, mais aussi grâce à la nature des inégalités. Rawls a raison de penser que les inégalités ne sont pas toujours injustes, et que dans certaines circonstances, l'application d'un principe de justice redistributive permanent est inadéquate. Les critiques reçues n'ont pas toujours été efficaces et réalistes.

Le deuxième argument portant sur l'existence ou non d'une structure de base internationale est à écarter de la discussion devant l'évidence des choses. Le monde actuel est interdépendant, et la présence des institutions internationales prouve qu'il existe une dynamique mondiale qui peut être considérée comme une structure de base mondiale. L'apport de Peter Singer a été capital sur ce point. La position de Rawls s'affaiblit lorsque celui-ci ignore délibérément l'existence d'une telle organisation planétaire. Le refus d'admettre cette nouvelle réalité du monde porte de sérieux préjudices à sa thèse.

Le dernier argument portant sur la responsabilité des peuples par rapport à leur développement a aussi été battu en brèche. Le manque de culture politique et sociale idéale peut être considéré comme une des causes de l'appauvrissement économique et social d'un peuple. Mais il ne peut pas être pris pour la cause principale de la pauvreté dans le monde. Plusieurs autres causes peuvent être citées. Thomas Nagel et Pogge ont soulevé des points qui ne peuvent être ignorés. Les raisons historiques, et les injustices structurelles doivent être considérées comme des causes valables de l'appauvrissement de certains peuples. En pensant que la pauvreté d'un peuple s'explique exclusivement par son manque de culture politique et sociale convenable, Rawls s'est limité dans sa démarche. Ce qui a mené à une analyse incomplète de la question de la pauvreté des peuples.

Les arguments qui soutiennent la thèse de Rawls ne sont pas tous solides. Il nous est même arrivé, au cours de notre étude, de constater que parfois la défense de Rawls présentait des raisons plus solides que celles que Rawls donnait pour justifier sa position. Rawls doit apporter de nouveaux éléments pour mieux asseoir sa thèse.

Il est, par contre, important de réaliser que la question des inégalités dans le monde est beaucoup plus complexe qu'on ne peut l'imaginer. La compréhension des mécanismes de partage et d'échange de biens entre États est nécessaire pour mieux saisir la portée du problème. Les notions d'économie, d'histoire et de politique internationale sont alors indispensables.

Fin

Bibliographie

Livres

BEITZ, Charles. *Political theory and international relations*, Princeton University Press, 1979.

CHAUVIER, Stéphane. *Justice internationale et solidarité*, Nîmes, éd. Jacqueline Chambon, 1999.

BONIN, Pierre-Yves. *La justice internationale et la répartition des ressources naturelles*, Laval, Presse Université Laval, 2010.

DREZE, Jean & SEN, Amartya. *Hunger and Public action*, Oxford University Press, 1989.

HABERMAS, Jürgen. *Après l'État-Nation. Une nouvelle constellation politique*, Paris, Fayard, 2001.

HOBBS, Thomas. *Léviathan*. Paris, Vrin, 2005

KANT, Emmanuel. *Vers la paix perpétuelle*, Paris, Vrin, 2007

KYMLICKA, Will. *Les théories de la justice*, Montréal, Boréal, 1999.

LANDES, David. *Richesse et pauvreté des nations : Pourquoi des riches? Pourquoi des pauvres?*, Paris, Albin Michel, 2000.

MOYO, Dambisa. *Dead aid : Why aid is not working and how there is a better way for Africa*, New-york. Farrar, Straus and Giroux, 2009.

NOZICK, Robert. *Anarchie, État et utopie*, Trad. Evelyne d'Auzac, Paris, PUF, 1988.

POGGE, Thomas. *World poverty and Human rights: Cosmopolitan responsibilities and reforms*, Cambridge, Polity, Press, 2002.

POGGE, Thomas & MOELLENDORF, Darrel. *Global justice: seminal essays*, St-Paul, Paragon House, 2008.

RAWLS, John. *Théorie de la justice*, Trad. Catherine Audard, Paris, Seuil (1971) 1987

RAWLS, John. *La justice comme équité. Une reformulation de Théorie de la justice*, Trad. Bertrand Guillaume, Montréal, Boréal, 2004.

RAWLS, John. *The Law of people*, Cambridge, Harvard University Press, 2000.

RAWLS, John. *Paix et démocratie : Le droit des peuples et la raison publique*, Trad. Bertrand Guillarme, Montréal, Boréal, 2004.

SEN, Amartya. *Poverty and Famines: an essay on entitlement and deprivation*, Oxford University Press, 1983.

SINGER, Peter. *Sauver une vie : agir maintenant pour éradiquer la pauvreté*. Trad, Michel Lafond, Paris 2009.

SINGER, Peter. *One world, the ethics of globalization*, Yale University Press, 2002.

Articles

BARRY, Bryan. « Humanity and justice in global perspective », in *NOMOS XXIV: Ethics, Economics, and law*, ed. Roland Pennock et John W. Chapman, New-York: New-York University Press, 1982, P.219-252.

BARRY, Bryan. « International society from a cosmopolitan perspective », in, *International society: Diverse Ethical Perspectives*, ed. Mapel et Nardin, Princeton, Princeton University Press, 1998, P.144-163.

BEITZ, Charles. « Justice and international relations » *Philosophy and public affairs* (summer 1975) p. 360-389.

BEITZ, Charles. «Cosmopolitanism and Global justice » *The Journal of Ethics* (2005):9, P.11-25.

BEITZ, Charles. « Rawls's Law of people », *Ethics*, 2000, Vol.110, no.2, P.669-696.

BLAKE, Michael. « Distributive justice, state coercion, and autonomy » in, *NOMOS XLI: Global justice*, ed. Ian Shapiro et Lea Brilmayer, New-York, New-York University Press, 1999, P.171-191.

BUCHANAN, Allen. « Rawls's Laws of people: rules for a vanished westphalian world », *Ethics*, 2000, Vol.110, No2, P.697-721.

CHAUVIER, Stéphane. «Les principes de la justice distributive sont-ils applicable aux nations?» *Revue de métaphysique et de morale*, No 1,2002, P.123-143.

HABERMAS, Jürgen. « Citizenship and national identity: Somme reflections on the future of Europe ». In, *Between Facts and Norms*, Cambridge, MIT press, 1996.

HEATH, Joseph. « Rawls on Global distributive justice: a defence ». *Canadian Journal of Philosophie*, 2003, P, 193-225

HILLEL, Steiner. « Just taxation end international redistribution », in, *NOMOS XLI: Global justice*, ed. Shapiro and Brilmar, New-York, New-York University Press, 1999, P.171-191.

NAGEL, Thomas. « Poverty and food : why charity is not enough », in, *Food policy: the responsibility of the United states in the life and death choices*. New-york, The free Press, 1997, P.54-62

POGGE, Thomas. «Eradicating Systemic Poverty: brief for a global resources dividend» *Journal of Human Development*, Vol. 2, No. 1, 2001, p.59-77.

POGGE, Thomas. «An egalitarian law of people» *Philosophy and public affairs*. Vol. 23, No. 3 (summer, 1994), P.195-224.

POGGE, Thomas. « Cosmopolitanism and sovereignty » in *Political restructuring in Europe: Ethical Perspectives*, ed. C.Brown, London: Routledge, 1994, P.89-121.

POGGE, Thomas. « A Global Resources Dividend », in, *Ethics of consumption, The good life, justice, and global stewardship* », ed. David A. Crocker & Toby Linden & Littlefield publishers, inc, New-York, Oxford, 1998, P.501-536.

Autres ressources

www.rfi.fr

www.rdi.ca

www.wto.org (site de l'OMC)

www.imf.org

www.un.org

www.youtube.com